

Le Peuple La Sentinelle

QUOTIDIEN SOCIALISTE — RED. ADM. et PUBL. La Chaux-de-Fonds: Parc 103, tél. réd. (039) 31088, tél. adm. et publ. (039) 31087. CCP 23-313. Lausanne: Saint Pierre 1, tél. (021) 22 69 10. CCP 10 8300. Genève: Argand 4, tél. (022) 32 42 40, CCP 12-2715. ABONNEMENTS 1 mois Fr. 4.— 3 mois Fr. 1.— 6 mois Fr. 22.— 1 an Fr. 44.— LE NUMÉRO 30 ct. Directeur René Meylan. Rédacteur en chef responsable Willy Brandt. Rédacteurs Eugène Maléus (La Chaux-de-Fonds), Octave Heger (Lausanne), Louis Piquet (Genève).

Vif incident au Grand Conseil neuchâtelois

Les trois séances de la session du Grand Conseil neuchâtelois qualifiée à juste titre d'historique par nombre d'orateurs et par la presse ont été très différentes l'une de l'autre. Lundi, l'assemblée législative avait consacré trop de temps à un débat de procédure: renvoi ou non à une commission du rapport sur la répartition des charges entre l'Etat et les communes. Mardi, avec le problème du logement, elle avait vécu des heures de débats intenses et riches. Mercredi, elle s'est parfois élevée fort haut dans la discussion du problème hospitalier, mais est descendue fort bas dans la mesquinerie ensuite.

Etablissements hospitaliers

Il s'agit du projet le plus important et le plus coûteux de tous ceux soumis actuellement au Grand Conseil. De plus, il traite d'un sujet particulièrement sensible aux socialistes. C'est pourquoi les députés du PSN ont désigné Henri Verdon, grand spécialiste de ces questions, pour intervenir en leur nom. Bien qu'il s'exprime longuement, Verdon est écouté avec une vive attention par tous les groupes et son discours, parfaitement construit, définit les positions du parti. Le rapport du gouvernement, déclare l'orateur, est mal structuré. Le projet de loi donne des compétences étendues au Conseil d'Etat, mais ce n'est pas un mal, car il s'agit d'une loi cadre. Le plan neuchâtelois, comparé au plan hospitalier vaudois, est beaucoup moins ambitieux; néanmoins, il faudra bien arriver finalement à ce que chez nous l'hospitalisation des malades soit prise en charge par la collectivité. Compte tenu du rapport des forces en présence, la solution proposée, pour insatisfaisante qu'elle soit en certains secteurs, paraît un pas en avant. Le projet du Conseil d'Etat ne répond pas à toutes les exigences contenues dans l'initiative populaire des partis de gauche; c'est pourquoi la commission qui va être désignée aura le devoir de se saisir de ces autres matières. Quant à la couverture financière — le gouvernement propose une aggravation de l'impôt sur les charges sociales — le groupe socialiste demande à réfléchir; il n'aime pas les impôts particuliers affectés à des charges particulières; pourquoi veut-on toujours financer des lois sociales par des impôts spéciaux, alors que dans d'autres domaines on applique le principe de l'universalité du budget? Quoi qu'il en soit sur ce point, on doit la vérité au peuple, et les Neuchâtelois doivent savoir qu'ils n'amélioreront pas, de façon considérable, leur équipement social sans avoir à le payer. Toute démagogie à cet égard doit être exclue.

Raymond Schweizer (soc.) se préoccupe de la formation du personnel soignant, notamment des infirmières. M. J. Steiger (pop.) critique le rapport du Conseil d'Etat, refuse un blanc-seing au Conseil d'Etat et signale que le canton de Neuchâtel se trouve en dessous de la moyenne suisse pour le nombre des assurés aux caisses de maladie; il faut corriger ce défaut et non point l'aggraver. MM. Biétry et Lauener apportent l'appui des groupes libéral et radical.

Comment trouver l'argent?

Reste la question du financement. Le PPN, par la voix de M. Renk, s'insurge contre les propositions du Conseil d'Etat. Il estime inadmissible de charger encore plus les moyens et les gros contribuables. M. Blaser (pop.) lui répond, dans ce qui est sans doute sa meilleure intervention au Grand Conseil depuis qu'il y siège;

il rappelle, en termes parfaitement justes, la responsabilité du PPN dans l'élaboration de la nouvelle loi fiscale, qui consentait des réductions aux gros contribuables, sur la base d'affirmations catégoriques sur la capacité du canton de supporter ces réductions; aujourd'hui, nous voyons qu'on s'est trompé, mais le PPN devrait être le dernier à jouer au censeur. M. J.-F. Aubert (lib.) expose la genèse de la contribution aux charges sociales et souhaite sa disparition — ou plutôt qu'elle soit assimilée à la législation fiscale ordinaire. M. Martenet (lib.) se gausse d'une erreur de calcul qui s'est glissée dans le rapport du Conseil d'Etat; il traite d'«ânes», à trois reprises, les responsables de cette erreur et n'en finit pas de marquer son mépris. André Sandoz précise que le groupe socialiste se déterminera sur la couverture financière après que la commission spéciale aura siégé. Répondant à M. Martenet, Rémy Schläppy, conseiller d'Etat, déclare que le rapport du gouvernement a été établi en toute hâte; une erreur de chiffres s'y est glissée; elle est malheureuse et inexplicable; les hauts fonctionnaires du Département des finances ont donné assez de preuves jusqu'ici de leur compétence et de leur dévouement pour qu'on ne les traite pas d'ânes; c'est pourquoi, dit Schläppy, j'assume personnellement l'entière responsabilité de cette affaire devant le Grand Conseil. Les propos de notre camarade font une profonde impression sur tous les bancs. Le chef du Département des finances poursuit en déclarant qu'il ne s'agit pas de songer à modifier la loi fiscale de 1964 avant de savoir ce qu'elle rend réellement; cela ne sera pas possible avant un ou deux ans. Il faut attendre, d'autre part, les résultats de l'implantation possible, voire probable, de nouvelles industries dans le canton. En attendant, un financement spécial doit être trouvé pour permettre d'avancer dans la question des établissements hospitaliers.

Par 70 voix contre 10, les populistes s'abstiennent, la proposition du PPN de renvoyer le projet au Conseil d'Etat est rejetée. Par 52 voix contre 24, une commission unique de quinze membres est désignée pour reprendre dans le détail cet objet.

Etablissements pénitentiaires

Après un premier débat, ce printemps, le projet du Conseil d'Etat fut renvoyé à une commission. Celle-ci rapporte par la plume d'Aimé Jaquet (soc.). Elle conclut à la nécessité des travaux projetés et elle estime qu'il s'agit d'une dépense dictée par la législation fédérale; le référendum obligatoire ou facultatif doit donc être écarté.

M. Broillet (pop.) attaque le gouvernement en une intervention qui n'augmente guère le crédit dont il jouit au Grand Conseil. M. Broillet

juge scandaleux l'état des prisons de Neuchâtel, mais critique simultanément la hâte mise à déposer le rapport qui permettra de les transformer. Il soupçonne le Conseil d'Etat de toutes sortes d'arrière-pensées dans l'emploi des fonds spéciaux et considère que le crédit demandé doit être soumis au référendum obligatoire. Il rejoint, sur ce point, le groupe libéral, au nom duquel s'exprime son président, M. Jeanneret. Pierre Aubert donne le point de vue socialiste: les travaux envisagés sont d'une nécessité évidente et incontestée; ils ne relèvent pas d'une libre décision cantonale puisqu'ils mettent en œuvre une disposition du Code pénal suisse et qu'ils ont été ratifiés par la Confédération. Même si le peuple neuchâtelois les refusait, la Confédération pourrait les imposer. Il ne faut donc pas laisser croire au peuple qu'il peut décider souverainement quand ce n'est pas vrai.

— Vous craignez le vote populaire et vous avez tort, lui répliquent de concert MM. Jeanneret (lib.) et Broillet (pop.).

— Nous ne craignons pas les électeurs, nous en avons le respect, répond P. Aubert; c'est pourquoi nous ne voulons pas jouer la comédie de lui soumettre un objet dont, en fait, il ne dispose pas.

M. Martenet (lib.) reproche à Fritz Bourquin, chef du Département de justice, d'avoir «pioché dans la caisse» (sic), non dans un intérêt personnel, mais en usant des fonds spéciaux pour réaliser ses projets. F. Bourquin ne se démonte pas et expose le point de vue du gouvernement avec le plus grand calme.

Finalement, par 52 voix (radicales et socialistes) contre 42 (libérales, PPN et populistes), le référendum obligatoire est écarté sur ce problème. Par 71 voix contre 2 (MM. Martenet et Richter), le projet est voté, les populistes s'abstenant.

Le Conseil d'Etat tance les députés insolents

Le vote acquis, chacun s'apprête à passer plus loin quand M. Carlos Grosjean, vice-président du Conseil d'Etat, demande la parole. Sur un ton qui n'admet pas de réplique et qui laisse pantois les bavards habituels, M. Grosjean rappelle que le gouvernement forme un collège, dont tous les membres sont solidaires. Ce collège travaille au plus près de sa conscience. Il vient d'être traité avec insolence dans le cours des dernières heures de débats. S'il accepte la critique, il refuse l'insolence. Défendant ses collègues attaqués (nos camarades Bourquin et Schläppy — réd.), M. Grosjean rappelle que le Conseil d'Etat est issu de la volonté populaire et il exige que le respect soit observé envers l'autorité exécutive de la République. Les groupes socialiste et radical applaudissent longuement cette mise à l'ordre de poujadistes et de «vigilants» qui s'ignorent.

R. M.

Cela s'est passé dans notre pays

SION: Tué sur le trottoir. — A Pont-de-la-Morge, entre Sion et Conthey, un piéton, M. A. Droz, 51 ans, a été tué à la suite d'une collision survenue entre deux véhicules. M. Droz cheminait sur le trottoir. Soudain, une fourgonnette vint se jeter sur lui, déportée qu'elle fut par une auto qui lui avait coupé la route.

USTER: Victime de son amour pour les bêtes. — Un automobiliste de 51

ans qui roulait entre Uster et Gutenswil, aperçut un écureuil gisant sur la piste de gauche de la chaussée. Il parqua sa voiture et s'approcha de l'animal blessé, mais un automobiliste qui arrivait en sens inverse eut son attention attirée par un camion survenant sur sa gauche, et il aperçut trop tard le bon samaritain. Celui-ci fut si grièvement atteint qu'il dut être hospitalisé d'urgence.

Congrès des « aliénateurs »



Dans le Royal Festival Hall de Londres, le 19^e congrès de l'International Advertising Association (IAA) s'est déroulé sous la direction du président de l'IAA, le Suisse Rudolf Farner, de Zurich, un des hommes qui a le mieux réussi à aliéner les masses helvétiques. Nous le voyons saluant la princesse Margaret (à gauche) et les participants au congrès.

NOUVELLES SUISSES

Prêts suisses aux Organisations internationales

Le message par lequel le Conseil fédéral propose d'accorder un prêt de 111 millions de francs aux organisations internationales en Suisse a été publié mercredi. Cette somme comprend un don de quatre millions à l'organisation des Nations Unies. Il s'agit des projets suivants: 1. Prêt de 61 millions (plus ces quatre millions) à l'ONU pour l'agrandissement du Palais des Nations, à Genève; 2. Prêt de 20 millions pour l'agrandissement du bâtiment de l'Union internationale des télécommunications (UIT) à Genève; 3. Prêt de 6,5 millions pour

la transformation et l'agrandissement du bâtiment de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), à Genève; 4. Prêt de 19,5 millions pour le nouveau bâtiment de l'Union postale universelle (UPU), à Berne. Les trois premiers crédits seront accordés par l'intermédiaire de la FIPOI (Fondation immobilière pour les organisations internationales), constituée par la Confédération et le canton de Genève. Le don de quatre millions à l'ONU est accordé à condition que le canton de Genève prenne à sa charge une part adéquate.

Chambres fédérales: Fin de session

La session d'été des Chambres fédérales a pris fin mercredi matin. Le Conseil national a voté un crédit total de 7,5 millions de francs pour l'achat d'immeubles pour nos représentations diplomatiques à Alger, Tokyo, Cologne/Bonn et Tel-Aviv. Il a alloué une subvention de 8,5 millions de francs au canton des Grisons pour la correction de la Maira et de l'Orlegna, dans le val Bregaglia.

En réponse à une interpellation, le conseiller fédéral Tschudi a admis que l'assurance maladie doit encore être améliorée notamment en ce qui concerne le statut des médecins et de la franchise. La révision de la Lama de 1964 n'a pas résolu tous les problèmes. Une enquête sera faite cette année pour savoir si une révision totale s'impose.

En votation finale, le conseil a adopté à l'unanimité la loi sur le contrôle des finances et l'arrêté en faveur de l'économie forestière.

Pour sa part, le Conseil des Etats a bien voulu renouveler la conces-

sion du funiculaire du lac de Thoune au Beatenberg.

La dernière session de la 37^e législature s'ouvrira le 18 septembre. Les élections générales auront lieu le 29 octobre.

Votation des 1^{er} et 2 juillet ÉMISSION TV

Ce soir, jeudi 29 juin 1967, à 21 h. 55, un important et dernier débat sera diffusé sur les antennes de la TV romande. Les protagonistes de cette discussion seront: pour les adversaires, MM. G.-A. Chevallaz et Georges Jaccottet, conseillers nationaux, alors que Jean Mûri et Jean Riesen, respectivement secrétaires de l'USS et du PSS, défendront l'idée d'un droit foncier moderne.

L'école au service de l'humanité

Une délégation comprenant M. J. Muhlethaler, président de l'Association mondiale pour l'école, instrument de paix, et M. A. Borel, conseiller aux Etats genevois, membre du comité, a eu l'occasion, il y a quelques jours, de rencontrer H.-P. Tschudi, conseiller fédéral, et de le renseigner sur la raison d'être et les

objectifs immédiats de cette nouvelle organisation. Elle a attiré l'attention de H.-P. Tschudi sur la nécessité de l'urgence, compte tenu des derniers événements, de mettre l'école au service de l'humanité et non plus à celui des discords ancestraux, foyer latent et permanent de conflits toujours plus meurtriers.

A travers le pays vaudois

LAUSANNE: Identification. — La Police cantonale vaudoise a réussi à identifier la deuxième victime, carbonisée, de l'accident d'automobile survenu sur l'autoroute, près de Morges. Il s'agit de M. Luigi Aleo, 18 ans, électricien, Italien habitant Annecy.

CRISSIER: Contre un camion. —

Mercredi, peu avant 18 h., un automobiliste d'origine italienne, habitant Bâle, roulait à vive allure lorsqu'il perdit la maîtrise de son véhicule et se lança contre un camion venant de Bussigny. Il a été tué sur le coup. Il a fallu une heure pour dégager le corps de l'amas de ferraille.

Votations des 30 juin, 1^{er} et 2 juillet

EN MATIÈRE FÉDÉRALE:

Contre la spéculation foncière. Pour l'aménagement du territoire et la réforme du droit foncier.

Pour un avenir encore meilleur et une vie plus harmonieuse.

EN MATIÈRE COMMUNALE:

Pour faciliter l'accès au quartier de Champ-Meusel, par la construction de la route du Champ-de-la-Pelle.

Vote **OUI**

Vote **OUI**

PARTI SOCIALISTE, SAINT-IMIER

Magasins comestibles
de la ville
de La Chaux-de-Fonds

VACANCES ANNUELLES

F. MOSER, comestibles

Serre 59 - Téléphone 2 54 54

Succ.: avenue Charles-Naine 7

Fermé du 24 juillet au 14 août 1967

Réouverture: le mardi 15 août 1967

Comestibles MINERVA

Av. Léopold-Robert 66 - Tél. 2 21 17

Fermé du 10 juillet au 31 juillet 1967

Réouverture: le mardi 1^{er} août 1967

AU COQ D'OR, comestibles

Place Neuve 8 - Téléphone 2 26 76

Fermé du 3 juillet au 24 juillet 1967

Réouverture: le mardi 25 juillet 1967

Fibres de verre S. A., Lucens (VD)

CHERCHE

OUVRIER SUR MÉTAUX PRÉCIEUX

en vue de façonnage de métaux fins et de montage de filières en platine.
Formation assurée même pour apprenti.

Poste de confiance ouvrant possibilités de salaire élevé et de promotion.

Visite préalable nécessaire après accord téléphonique: 021 / 95 85 71.
Frais de déplacement remboursés.

POMPES FUNÈBRES Tél. (039) 5 43 64

ARNOLD WÄLTI

Av. Léopold-Robert 70 Jour et nuit

Cercueils — Formalités — Transports
Prix modérés

PIANO

A VENDRE, cas urgent, beau piano brun de style moderne, cédé 450 fr. au comptant. Tél. (039) 2 75 68.

Ville du Locle

MARCHÉ

En raison de la FÊTE DES PROMOTIONS, le marché aura lieu

vendredi 30 juin.

CONSEIL COMMUNAL

Madame René Perret-Mach,

Monsieur et Madame Pierre Gallet-Perret,

Monsieur et Madame Louis-Charles Perret-Reneaud,

ainsi que les familles Jeanmaire, Stehlin, parentes et alliées,

très touchés de l'affectueuse sympathie qui leur a été témoignée pendant ces jours de deuil, adressent à toutes les personnes qui les ont entourés leurs sentiments de profonde et sincère reconnaissance.

NIVAFLEX S.A.

Fabrique de lames et de fils en alliages spéciaux

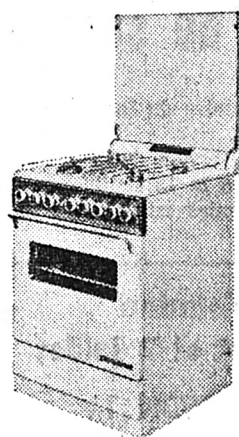
CHERCHE

pour ses départements laminage de précision, rectifiage et polissage

quelques manœuvres

Prestations sociales. Places stables et bien rémunérées pour personnes de nationalité suisse ou étrangers au bénéfice d'un permis d'établissement. Engagement dès le 31 juillet 1967.

Faire offres ou se présenter à NIVAFLEX S.A., rue de la Serre 7, 2610 Saint-Imier, tél. (039) 4 24 94.



CUISINIÈRES électriques et à gaz

MENALUX
ARTHUR MARTIN

LARGES FACILITÉS DE PAIEMENT
CHOIX EXTRAORDINAIRE

NUSSLÉ S.A.

Grenier 5-7 La Chaux-de-Fonds Tél. 039 / 2 45 31

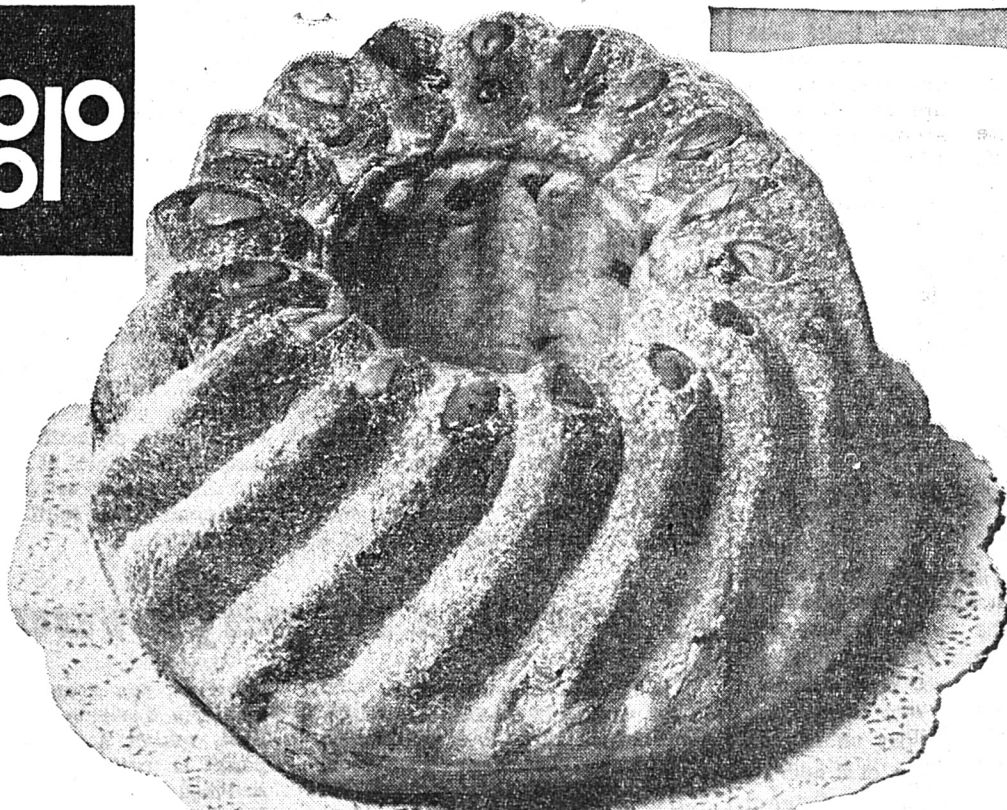
A LA CHAUX-DE-FONDS
1000 m² sur 4 étages
EXPOSITION

Meubles
Tapis
Rideaux

Grenier 14

LEITENBERG

coop



MÉNAGÈRES, PROFITEZ !

Délicieux

Gugelhopf

aux raisins

1⁹⁰

AVEC RISTOURNE DANS TOUS LES MAGASINS

Nos spécialités de la semaine:

Vendredi: TOURTE CITRON
avec 10 points Coop

2⁵⁰

ROULADE AUX NOIX

2⁸⁰

Samedi: TAILLAULE NEUCHATELOISE
(préemballée)

2.-

Editorial

Prenez des ciseaux

Un adversaire de l'initiative soumise au vote populaire en fin de semaine estimait, samedi passé, que le Parti socialiste et l'Union syndicale se demandent s'ils retrouveront autant de bulletins favorables que de signatures récoltées (131 000). Cette thèse nous paraît assez extraordinaire, mais chacun de nous peut faire un dernier effort sans avoir à sonner aux portes ou à appeler des électeurs au téléphone.

Nous avons groupé sur cette page un certain nombre de textes qui ne s'adressent pas directement à nos lecteurs, car nous admettons que tous ceux qui ont le droit de vote iront déposer un bulletin affirmatif dans l'urne. Vous pouvez les découper et les distribuer en multipliant ainsi la propagande, évidemment fort modeste, que les partisans d'un droit foncier moderne ont pu déployer.

Le geste n'est pas habituel. Vous avez raison, car ce ne sont pas « les comités » qui feront cette propagande, mais chaque lecteur, homme ou femme, majeur ou mineur. Ce serait un petit geste semblable à celui de ces Lucernois qui, il y a quelques semaines, arboreraient à leur veston un « badge » portant le nom de leur candidat favori. Il compléterait l'effort d'information des partis, de la radio et de la télévision. Ce soir encore, deux adversaires de l'initiative, les conseillers nationaux Chevallaz et Jacottet, et deux partisans, Jean Möri, secrétaire de l'Union syndicale suisse et Jean Riesen, secrétaire du Parti socialiste suisse s'affronteront devant « les étranges lucarnes » à 21 h. 55.

Alors, prenez immédiatement des ciseaux, découpez le mieux possible cette page et distribuez ce soir encore les petits tracts ainsi préparés.

CHARLES-F. POCHON.

Les 30 plus grands

Après une interruption d'une année, l'Union de Banques Suisses a repris la publication, dans sa carte d'information « La Suisse en chiffres », de la liste des 30 principales entreprises de Suisse. Il s'agit, en réalité, des entreprises de l'industrie, du commerce, de la banque et des assurances, à l'exclusion des transports et communications internes. Voici cette liste, sans les indications chiffrées contenues dans l'imprimé de l'UBS, dans l'ordre décroissant d'importance.

INDUSTRIE

Hoffmann-La Roche, Nestlé/Unilac, Ciba, Geigy, Sandoz, Alusuisse, Brown-Boveri, Swissair, Sulzer, Landis & Gyr, Oursina, Aar et Tessin, Georges Fischer, Câbleries de Cossonay.

COMMERCE

Jelmoli, Globus, USC, Migros, Usego.

BANQUES, SOCIÉTÉS FINANCIÈRES

Union de Banques Suisses, Crédit Suisse, Société de Banque Suisse, Banque Populaire, Electro-Watt, Holderbank, Motor-Columbus, Valeurs de Métaux.

ASSURANCES

Cie Suisse de Réassurances, Zurich Assurances, Accident Winterthour.

Profitons-nous des malheurs des autres ?

Dans la chronique « Sur les marchés des changes », le journal « Le Monde » (25-26 juin 1967) conclut par ces mots :

« Ainsi la Suisse semble-t-elle, à l'heure présente, le principal bénéficiaire de la crise monétaire latente. Mais la masse des trésors arabes ne saurait être transférée brusquement et totalement en Suisse, pour la bonne raison que ce pays prendrait des mesures d'autodéfense et de solidarité monétaire. La situation générale du change risque donc de demeurer pendant un certain temps dans un équilibre instable. »

L'analyse paraît exacte. Quelles conclusions en tirer ?

En marge de l'initiative contre la spéculation foncière

Le texte de l'initiative

Article 31 sexies

1. La Confédération prend, avec le concours des cantons, des mesures pour empêcher une hausse injustifiée des prix des immeubles, pour prévenir la pénurie de logements et pour favoriser l'aménagement du territoire sur le plan national, régional et local, dans l'intérêt de la santé publique et de l'économie du pays.

2. Pour atteindre ces buts, la Confédération et les cantons peuvent exercer un droit de préemption en cas de vente d'immeubles entre particuliers, ainsi qu'expropriation des immeubles moyennant indemnité.

3. La loi, qui devra être édictée dans les trois ans dès l'adoption du présent article, réglera les détails.

Pour un juriste libéral

Au cours des dernières années, une série de banques et d'instituts financiers ont affronté des difficultés. Admettons que l'Union syndicale ou toute autre organisation en ait pris prétexte pour lancer une initiative qui aurait eu cette teneur : « La Confédération a le droit de légiférer sur le régime des banques. Cette législation devra tenir compte du rôle et de la situation particulière des banques cantonales ».

Essayons d'imaginer les arguments que les adversaires opposeraient à cette initiative. « Ce texte est beaucoup trop vague. Il ouvrirait toute grande la porte à l'arbitraire ». Ou encore : « La nationalisation des banques est le but inavoué, mais évident, de cette initiative ». « Les banques cantonales doivent être privilégiées par rapport au secteur privé ».

Il n'est pas nécessaire de lancer cette initiative, ni de la combattre. Cet article (31 quater) figure déjà dans la Constitution fédérale. Notre intention est seulement de montrer comment on peut jeter le décri sur n'importe quel projet d'article constitutionnel.

Donc, le texte de l'initiative est parfaitement utilisable.

Pour un homme d'action

Du bulletin « Economie et Réalités neuchâteloises » (avril 1967) :

En outre, depuis 1958, l'Office économique* est resté en contact régulier avec la Conférence nationale des comités régionaux d'étude et de mise en

valeur de la France, le Comité d'expansion de Franche-Comté et l'Institut de géographie de l'Université de Besançon. Ces associations et centres de recherche s'occupent du problème de l'aménagement du territoire et publient des travaux remarquables. Les techniques mises en œuvre, comme les moyens utilisés, sont en avance de plus de dix ans par rapport à la Suisse.

(* Office économique cantonal neuchâtelois.)

On ne peut plus attendre, et pour cela il faut voter oui en fin de semaine.

Pour un radical

Il a souvent été question de l'exposé de l'ancien conseiller fédéral Hans Streuli au congrès radical de Brunnen. Voici le compte rendu qu'en a donné l'hebdomadaire radical « Le Genevois », du 1^{er} juin :

C'est M. Hans Streuli, ancien conseiller fédéral, président de la commission spéciale du parti pour les questions d'aménagement du territoire, qui rapporta sur les conclusions de cette commission.

Ce travail est résumé en neuf thèses qui définissent les conceptions radicales pour une utilisation rationnelle du sol : l'aménagement du territoire doit être entrepris énergiquement sur tous les plans ;

les constructions doivent se faire dans le cadre d'un plan d'aménagement

et la Confédération doit élaborer une loi cadre, basée sur un article constitutionnel dont l'inscription dans notre charte nationale est urgente ; la propriété personnelle doit être garantie, mais il faut prendre des mesures pour favoriser une meilleure répartition de la propriété ; la nature doit être protégée, l'agriculture, dans le cadre de l'aménagement, doit être soutenue et il faut instituer des zones agricoles.

M. Streuli, qui est âgé de 75 ans, a gardé une fougue juvénile : il ne mâcha pas ses mots pour critiquer le Conseil fédéral, qui n'avait pas opposé de

contreprojet à l'initiative socialiste, retardant de plus de deux ans la solution du problème.

Il s'en prit également aux juristes, qui se contentent de critiquer toutes les propositions faites sans rien proposer de neuf et sans chercher à s'adapter aux conditions nouvelles.

L'ancien magistrat déclara que des réglementations nouvelles pour la

construction et les zones étaient indispensables ; des restrictions au droit de propriété s'imposent et « celui qui ne veut pas les accepter ferait mieux d'aller se réfugier aux confins de l'Asie ou dans les régions désertiques de l'Amérique du Sud. Là, au moins, il pourra faire ce qui lui plaît. »

Pourquoi attendre et rejeter aujourd'hui ce qu'il faudra accepter demain ?

Pour un autre radical

L'hebdomadaire radical « Le Genevois » du 1^{er} juin a publié le compte rendu du congrès radical de Brunnen. L'exposé du rapporteur de langue française a été résumé comme il suit :

M. Edouard Morand, président de la commune de Martigny, exposa la question :

« Les buts poursuivis par l'initiative socialiste sont louables. Mais il y a équivoque en ce qui concerne le droit de préemption et d'expropriation sur les taux d'indemnisation. »

En ce qui concerne le droit d'expropriation en faveur des pouvoirs publics, M. Morand a reconnu que ce droit pourrait parfois rendre service. Le Conseil fédéral a donné l'assurance qu'il allait mettre sur le métier

une réforme du droit foncier qui corresponde aux nécessités modernes.

On doit donc refuser l'initiative so-

cialiste. « Mais il ne faut pas oublier que ce sont les abus commis dans l'exercice de cette même liberté, qui ont conduit à la suppression de cette liberté », dit en conclusion l'orateur.

N'auriez-vous pas trouvé des raisons de soutenir l'initiative ? Si c'est le cas, votez oui sans hésiter.

Pour un indécis

La votation du 2 juillet se fera à coups de slogans. De part et d'autre on agitera des épouvantails : la spéculation ou l'atteinte à la propriété privée, dont on dit qu'elle est le fondement de notre ordre social. Toute cette grosse artillerie ne réveillera pas en juillet un corps électoral en vacances.

Que cette votation ait lieu dans de telles conditions est une sorte d'échec des partis gouvernementaux. Sur un sujet essentiel, urgent, il aurait été nécessaire et d'ailleurs facile de se mettre d'accord pour rendre, constitutionnellement, l'aménagement du territoire possible. Mais la mauvaise volonté et les règlements de comptes partisans ont triomphé.

Le texte soumis au peuple souffre de quelques imperfections, certes. Elles peuvent être corrigées par la législation d'application.

La modification proposée permet d'aller de l'avant, c'est-à-dire de légiférer. C'est un outil utilisable. A ne pas rejeter.

D. P.

L'Etat n'est-il pas assez exigeant ?

Le dixième rapport de la Commission française de vérification des comptes des entreprises publiques contient les passages suivants, cités par le « Monde » :

« Pour les grands services publics, la détérioration des résultats tient surtout au fait que, si les charges se sont accrues d'une manière continue et suivant un mouvement commun aux secteurs public et privé, les prix des produits vendus ou des services assurés n'ont pu être ajustés comme l'exigeaient les besoins des entreprises et dans les limites du plan de stabilisation. Ce maintien de tarifs insuffisants, même si leur augmentation était commercialement possible et dépourvue de conséquences sur la consommation ou le trafic, répond donc à un objectif de politique écono-

mique, surtout dans les industries de base dont les prix ont une influence sur l'équilibre de l'ensemble de l'économie.

» Cependant, si la notion de service public doit l'emporter dans ce cas sur celle de rendement financier, s'il est souhaitable que l'aide de l'Etat couvre les obligations ou les sujétions qu'il impose, bien qu'elles ne puissent pas toujours être isolées et chiffrées avec précision, il n'est pas sans inconvénient de reporter trop largement sur le contribuable la charge qui incombe au consommateur ou à l'usager. La commission a souvent observé que ce transfert entraîne pour la marche de l'entreprise une dilution des responsabilités qui ne favorise pas la rigueur de la gestion.

» Lorsque l'écart devient trop grand entre le coût du service et la recette qu'il procure, il en arrive à détourner les entreprises de la recherche de l'équilibre financier et d'une meilleure organisation technique et commerciale. Il a de plus, pour celles qui sont en expansion et dont les besoins en investissements sont considérables, l'inconvénient, en limitant leurs ressources d'autofinancement, de porter atteinte à l'autonomie de leur administration.

« En ce qui concerne les entreprises publiques du secteur concurrentiel, auxquelles un rôle moteur pour l'économie a été assigné, on peut regretter que leur rendement demeure assez médiocre. Il apparaît parfois que l'Etat n'est ni un actionnaire exigeant ni un tuteur pleinement informé ou constamment attentif.

» Il est nécessaire que, des exploitations dont elle assume la charge, la collectivité nationale retire des bénéfices proportionnels aux sommes investies, quitte à ce qu'il soit procédé à des investissements nouveaux quand la productivité en est assurée.

Banque Nationale Suisse

Dans le bilan du 23 juin l'encaisse-or de la Banque Nationale Suisse figure pour le montant inchangé de 12 253 millions de francs. Les devises subissent une baisse de 132,7 millions et se fixent à 1527 millions de francs. L'ensemble du recours au crédit de l'institut d'émission accuse une baisse de 4,1 millions de francs. Le portefeuille d'effets sur la Suisse s'est allégé de 1,2 million, se chiffrant ainsi à 95 millions de francs, alors que les avances sur nantissement ont diminué de 2,9 millions, ce qui les réduit à 28 millions de francs.

La circulation fiduciaire s'est accrue de 371,3 millions et s'élève à 10 058 millions de francs. Une baisse de 533,4 millions des engagements à vue s'est produite. Le montant de ceux-ci est ainsi ramené à 2999 millions de francs.

ÉCO - MINUTE - ÉCO - MINUTE - ÉCO

COLLABORATION INTERNATIONALE

Les projets permettant aux syndicats de faire face au niveau international aux importants groupements de l'industrie de l'alimentation et de la boisson, plutôt que par pays séparés, comme par le passé, ont été élaborés au congrès de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation et des branches connexes. Les expériences de la Fédération internationale des ouvriers sur métaux ont été relatées au congrès par Victor Reuther, directeur du département international des United Automobile Workers of America. Le congrès a décidé de convoquer dans le proche avenir une réunion de sa commission permanente pour la viande et les conserves, afin de mettre ces projets en vigueur. Des réunions des délégués syndicaux des travailleurs employés par la même entreprise dans différents pays suivront.

UNE ENTREPRISE INTERNATIONALE

Le prospectus publié pour l'introduction à la Bourse de Zurich des titres d'un emprunt 6 1/4 % de la British Petroleum Company Limited (BP) montre ce qu'est une compagnie internationale. On y trouve la liste des sociétés affiliées dans le monde entier. Citons quelques-uns de ces pays : Royaume-Uni, Autriche, Belgique, Finlande, Suisse (BP Benzine et Pétrole, 100 % du capital, Raffinerie du Sud-Ouest, 23 % du capital), Congo, Guinée, Maroc, Australie, Aden, Canada, etc., etc.

LA HANTISE DU CHOMAGE

Le principal illustré allemand « Stern » a publié un supplément sur la formation professionnelle, car c'est la saison où se terminent les classes. Nous y avons trouvé deux pages de dessins coiffées par le titre « Une fois déjà cela a commencé par des chômeurs », complété par ces trois phrases : « Une crise mondiale était responsable en 1930. Les chômeurs d'aujourd'hui sont les victimes d'un manque d'esprit de prévision. L'automatisation causera encore plus de soucis. » Les six dessins ont les légendes suivantes : « Chômeurs de 1931 : trop peu pour vivre, trop pour mourir ; l'espoir de 1932 : les radicaux (nazis et communistes, réd.) prophétisent la fin de la misère ; printemps 1933 : minés par la misère, prêts à tout ; chômeurs de 1966 : apparemment encore des citoyens bien nantis, mais qu'apporte l'avenir ? La peur de 1967 : seul le gouvernement peut aider ; et demain ? ce qui

arrivera si les politiciens n'agissent pas et n'établissent pas immédiatement les plans qui s'imposent. »

PRÈS D'UN TIERS D'ÉTRANGERS

Pour la première fois le Liechtenstein compte plus de 20 000 habitants, dont 6000 sont des étrangers (1900 Suisses, 1500 Autrichiens, 1000 Allemands et 550 Italiens ont un permis de séjour ou un permis d'établissement). En Suisse, il y a près de 15 % d'étrangers.

ÉCHANGES RUSSO-IBÉRIQUES

Une information de Madrid nous apprend que l'Espagne achètera du pétrole brut à l'URSS et vendra des oranges en contrepartie.

CONTRE L'AMNISTIE FISCALE

Non seulement à gauche, mais aussi à droite, des voix s'élèvent contre la récente décision favorable à une amnistie fiscale. Le vote populaire n'est pas encore acquis et les fraudeurs ne doivent pas encore se croire à l'abri.

UN POINT DE VUE PATRONAL

Dans un article intitulé « Des privilèges aux syndiqués », le « Bulletin patronal » du canton de Vaud (juin 1967) conclut en ces termes :

« Il paraît impossible d'introduire des différences sur les salaires et les horaires de travail, par exemple ; les entreprises ne peuvent pas, dans l'état actuel du marché du travail, tolérer deux régimes distincts. En revanche, il y aurait moins d'inconvénients à prévoir des systèmes différentiels dans les institutions sociales créées, en collaboration, par les syndicats et les associations patronales. Pourquoi certaines caisses de retraite ou certaines formules d'épargne négociée ne feraient-elles pas des conditions de faveur aux membres — employés et salariés — des organisations fondatrices ? »

LA PRODUCTION VALAISANNE

Le rapport de l'Union valaisanne pour la vente des fruits et légumes contient des chiffres très intéressants. Depuis 1934, la production de fruits a évolué entre 3293 tonnes (minimum enregistré en 1938) et 47 788 tonnes (maximum en 1966) et celle des légumes de 326 tonnes (minimum en 1934) et 20 923 tonnes (maximum en 1966).



LES PROGRAMMES RADIO • TÉLÉVISION

A la radio

Jeudi 29 juin:

SOTTENS — 16.00 Miroir-flash. 16.05 Rendez-vous de seize heures. 17.00 Miroir-flash. 17.05 Idées de demain. 17.30 Jeunesse-Club. 18.00 Inf. 18.10 Micro dans la vie. 18.35 Revue de presse. 19.00 Miroir du monde. 19.30 Bonsoir les enfants. 19.35 Millésime. 20.00 Magazine 67. 20.20 Micro sur scène. 21.10 Figures de l'Histoire suisse. 21.40 Comédie policière. 22.15 Intermedia musical. 22.30 Inf. 22.35 Médecine. 23.00 Ouvert la nuit. 23.25 Miroir-dernière.

Second programme de Sottens. — 18.00 Jeunesse-Club. 19.00 Per i lavoratori italiani in Svizzera. 19.30 Mus. pour la Suisse. 20.00 Vingt-quatre heures de la vie du monde. 20.20 «Un Lacustre en Pierre polie», feuilleton. 20.30 Masques et mus. 21.15 Divertimento. 22.00 Aujourd'hui. 22.30 Europe-jazz.

BEROMUNSTER. — Inf.-flash à 16.00, 23.15, 16.05 Récit. 16.30 Thé-concert. 17.30 Pour les jeunes. 18.00 Inf. 18.20 Concert pop. 18.40 Fanfare. 19.00 Sports. 19.15 Inf. 20.00 Opérettes. 20.25 Suite de ballet. 20.50 Opéras. 21.15 Orch. 21.30 Magazine culturel. 22.15 Inf. 22.25 Jazz.

Vendredi 30 juin:

SOTTENS. — 6.10 Bonjour à tous! 6.15 Inf. 6.30 Roulez sur l'or! 7.15 Miroir-première. 7.30 Roulez sur l'or! 8.00 et 9.00 Miroir-flash. 9.05 Jolies colonies de vacances. 10.00 et 11.00 Miroir-flash. 11.05 Sur toutes les ondes. 11.25 Mus. légère et chansons. 12.00 Miroir-flash. 12.05 Carillon de midi. 12.15 Mémento sportif. 12.35 10-20-50-100! 12.45 Inf. 12.55 «Un Lacustre en Pierre polie», feuilleton. 13.05 Nouveautés du disque. 13.30 Florilège. 14.00 Miroir-flash. 14.05 Pour les enfants sages. 15.00 Miroir-flash. 15.05 Concert chez soi.

CONVOCATIONS DU PARTI

CANTON DE VAUD

LUTRY: Assemblée contradictoire. — Jeudi 29 juin, à 20 h. 30, à la salle de l'Hôtel de Ville de Lutry, aura lieu, sous l'égide des partis socialiste, radical et libéral, une assemblée publique contradictoire concernant la votation fédérale sur l'initiative du PSS et de l'USS contre la spéculation foncière. Orateurs: G. Borel, conseiller national (Genève) et M. A. Martin, conseiller national et syndic d'Yverdon.

GLAND. — Conférence de Jean-P. Graber sur le thème: «Votation du 2 juillet: aménagement du territoire et réforme du droit foncier». Cette conférence, présidée par Louis Chanson aura lieu le mercredi 28 juin, à 20 h. 30, dans la salle du Conseil communal de Gland. Invitation cordiale à tous.

COPPET. — Conférence donnée par Jean-P. Graber sur le thème: «Votation du 2 juillet: aménagement du territoire et réforme du droit foncier». Cette conférence, présidée par Frédéric

Second programme de Sottens. — 12.00 Midi-musique.

BEROMUNSTER. — Inf.-flash à 6.15, 7.00, 9.00, 10.00, 11.00, 15.00, 6.20 Méodies pop. 6.50 Propos 7.10 Concerto. 7.30 Automobilistes. 8.30 Ballet. 9.05 Pays et gens. 10.05 Mus. de chambre. 11.05 Emis. com. 12.00 Mémento touristique. 12.30 Inf. 12.40 Compliments - Mus récréative. 13.00 Mus. de trois pays. 14.00 Magazine féminin. 14.30 Radio-scolaire. 15.05 Conseil du médecin. 15.15 Disques pour les malades.

A la TV romande

Jeudi 29 juin:

17.25 Messe pontificale. 19.25 Trois petits tours et puis s'en vont. 19.30 Connaissance des bêtes. 20.00 Téléjournal. 20.20 Carrefour. 20.35 Vive la vie. 21.35 Fanfares de l'OTAN. 21.55 Téléforum. 22.25 Chron. des Chambres fédérales. 22.30 Téléjournal.

A la TV française

Jeudi 29 juin:

1re chaîne. — 16.30 Jeux du jeudi. 19.20 Maison de Toutou. 19.25 «Salle 8», feuilleton. 19.40 Actualités régionales. 20.00 Actualités. 20.30 Tilt. 21.30 Quart d'heure. 21.45 Cinéma. 22.45 Tribune. 23.05 Actualités.

2e chaîne. — 19.55 Actualités. 20.05 Catch. 20.30 «Goupi - Mains rouges», film. 22.10 Actualités. 22.20 Dialogues.

Vendredi 30 juin:

1re chaîne. — 12.30 Paris-Club. 13.00 Actual.

ric Rosselet aura lieu le jeudi 29 juin, à 20 h. 30, au Café du Perron, à Coppet. Invitation cordiale à tous.

CANTON DE GENÈVE

FRACTION DU GRAND CONSEIL et conseillers d'Etat, séance jeudi 29 juin, à 18 h 30, au Café de la Terrasse, place Longemalle 8.

CANTON DE NEUCHÂTEL

COMMISSION FÉMININE CANTONALE. — Jeudi 29 juin, à 20 h. précises au restaurant du Jura, à Neuchâtel. Ordre du jour selon convocation personnelle.

COMMISSION FÉMININE CANTONALE. — La séance fixée au lundi 29 juin, à Neuchâtel, est renvoyée à une date ultérieure en raison des nombreux empêchements.

Etre bon avec les autres et avec soi. Les aider à vivre, s'aider soi-même à vivre, voilà la vraie charité. Alain

Chronique jurassienne

MOUTIER: Votation fédérale du 2 juillet 1967. — L'aménagement du territoire que demande l'initiative sur laquelle les électeurs sont appelés à se prononcer en fin de semaine ne laisse pas indifférents les milieux de l'agriculture. En effet, ceux qui travaillent la terre se rendent parfaitement compte que l'absence d'une législation tenant compte des circonstances du moment est en attente à compromettre dangereusement l'existence même de l'agriculture. Les terres cultivables sont grignotées par les zones d'habitation. Le paysan ne peut pas lutter contre ce phénomène, attendu que les prix payés par les bâtisseurs sont outrageusement supérieurs à ceux qu'il peut offrir. La rationalisation de notre agriculture demande donc la mise sur pied de dispositions légales garantissant aux paysans des surfaces suffisantes. C'est à quoi tend l'initiative en cause et c'est pourquoi tous ceux qui ont à cœur le maintien d'une agriculture saine voteront OUI samedi et dimanche prochains. Nous retrouverons ainsi agriculteurs et salariés dans la défense d'intérêts communs.

Parti socialiste de Moutier.

DELEMONT: Votations. — Nous rappelons les votations fédérale et communale des 30 juin, 1er et 2 juillet 1967 concernant l'initiative contre la spéculation foncière et l'ouverture d'un crédit de 430 000 fr., à couvrir par voie d'emprunt, destiné à l'extension du réseau de distribution d'électricité des Service industriels et à son raccordement à la nouvelle sous-station des Forces Motrices Bernoises S. A., entre Delémont et Courrendlin. Les bureaux de vote seront ouverts aux heures suivantes:

Hall du Collège, avenue de la Gare: vendredi 30 juin, de 18 h. 30 à 20 h. 30; samedi 1er juillet, de 11 h. à 12 h. 30 et de 18 h. à 20 h.; dimanche 2 juillet, de 10 h. à 14 h.

Hall de l'Hôtel de Ville: samedi 1er juillet, de 18 h. à 20 h.; dimanche 2 juillet, de 10 h. à 14 h.

MOUTIER: Un vaillant octogénaire. — Notre camarade Jules-César Strasser, papa de notre maire, a fêté, hier, son 80^e anniversaire. Membre de notre section socialiste depuis de très nombreuses années, abonné depuis toujours à la «Sentinelle», ce nouvel octogénaire s'est dévoué sans compter à la cause du mouvement ouvrier et de l'idéal coopératif. La confiance et l'estime de ses concitoyens le portèrent aux responsabilités de conseiller municipal. Nous exprimons à ce fidèle ami nos vives félicitations et nos vœux, en souhaitant qu'il restera longtemps encore vif, alerte et souriant: tel que nous le connaissons.

D'UN SPORT A L'AUTRE

D'UN SPORT A L'AUTRE

Cyclisme

Angers à l'heure du Tour de France

Capitale de l'Anjou, Angers vit à l'heure du 54^e Tour de France. Mercredi, par une chaleur orageuse, ce n'était que le début d'un état fébrile qui atteindra son point culminant en deux temps: ce soir avec les 5 km. 775 contre la montre sur un tracé en ville, puis vendredi matin avec le départ de la deuxième partie de la première étape (Angers—Saint-Malo) qui est aussi la 1000^e étape de ce tour.

Dans les vastes hangars du marché-gare d'Angers, officiels, suiveurs et mécanos s'affairaient. Les coureurs, de rares se faisaient plus nombreux en fin de journée mais nombreux étaient ceux qui n'avaient pas encore rallié Angers. Pour les présents, il s'agissait de satisfaire au contrôle

médical. Il en a été ainsi pour les Italiens Felice Gimondi et Franco Balmanion, pour les Allemands emmenés par le petit Karl-Heinz Kunde, lequel a laissé d'ailleurs à Fernand Etter (1 m. 58) le titre de plus petit coureur du tour.

Sur le point de la participation, pour l'instant aucun forfait n'est envisagé. Pour l'étape contre la montre individuelle de jeudi soir, il a été procédé à un tirage au sort pour l'ordre des départs des équipes. Ce tirage au sort a été le suivant: Hollande, Grande-Bretagne, Primavera, Diables rouges, Bleuets, Espagne, Esperanza, Coqs, Belgique, Suisse-Luxembourg, France, Italie, Allemagne.

Football, rien que football

Pas d'entente entre Zurich et Grasshoppers

● L'accord signé entre le F.C. Zurich et les Grasshoppers, accord qui prévoyait que les deux clubs joueraient leurs matches de championnat de la prochaine saison sur le stade du Hardturm, ne se réalisera pas. En effet, les autorités zurichoises ont rendu attentifs les dirigeants du F.C. Zurich que ce départ du Letzigrund aurait dû être précédé d'un préavis. D'autre part, en cas de résiliation, toutes les équipes du club auraient dû trouver de nouvelles places d'entraînement. Devant ces difficultés, le F.C. Zurich a préféré reconduire son accord avec les Young-Fellows.

● Matches de barrage du championnat de France: Nîmes—Aix-en-Pro-

vence, 2-2; Toulouse—Bastia, 1-0. Classement: 1. Aix-en-Provence, 5 p. (7 buts marqués/5 encaissés); 2. Toulouse, 5 p. (3-3); 3. Nîmes, 4 p.; 4. Bastia, 2 p. Aix-en-Provence (qui opérait la saison dernière en deuxième division) jouera la saison prochaine en première division. Toulouse se maintient en première, descend en deuxième et Bastia demeure en deuxième.

Lausanne battu en coupe Rappan

● LAUSANNE—FEYENOORD ROTTERDAM, 2-4 (1-2). Stade de la Pontaise. 3500 spectateurs. Arbitre: Riegg (Allemagne). Marqueurs: Armbruster (7^e: 1-0), Moulijn (14^e: 1-1), Jonsson (32^e: 1-2), Jonsson (62^e: 1-3), Kerkhoffs (74^e: 2-3), Tacchella autogol (81^e: 2-4).

● S.K. Lierse—F.C. Rouen, 1-1 (0-0); Waregem—Bordeaux, 0-1 (0-0); Beerschot—Lille, 2-2; Strasbourg—Daring Bruxelles, 3-1.

Tennis

Deux nouvelles surprises à Wimbledon

Deux nouvelles surprises ont été enregistrées dans le simple messieurs du tournoi international de Wimbledon. En effet, au cours de l'un des premiers matches de la troisième journée, le Danois Jan Leschly, a été battu par l'Américain Marty Ries-

sen. D'autre part, la tête de série numéro quatre, l'Australien Tony Roche (finaliste des internationaux de France) a été éliminée au second tour par l'Américain Cliff Richey 3-6, 3-6, 19-17, 14-12, 6-3, après une partie qui dura trois heures quarante cinq minutes et fut longue de 89 jeux. Roche avait enlevé facilement les deux premiers sets, mais tout en ayant mené à de multiples reprises au troisième et au quatrième sets, n'obtint jamais de balle de match.

LES AVENTURES DE POPEYE ET POUPA



LE RÉFRACTAIRE

Par Jeanlouis Cornuz

77

XX

JOURNAL DE FRÉDÉRIC

Samedi 10 mai 1941:

Claire, c'est pour toi que je commence d'écrire ce journal, non pour me rappeler ma vie, mais seulement pour ne pas oublier tout ce que j'ai eu de joies (et de peines) avec toi.

Te souviens-tu? Aujourd'hui aurait dû être un grand jour, l'anniversaire d'un jour terrible (et je ne puis m'empêcher d'ajouter: magnifique). Il y a exactement un an que les Allemands entraient en Belgique, et il y a exactement un an que je t'ai rencontrée.

Je me rappelle chaque détail comme s'il datait de hier, et la robe que tu portais, et ton parfum que je me suis reproché d'avoir remarqué. Nous avons été crier devant le consulat de Belgique, pour montrer que nous étions avec eux. Moi, je n'avais tout d'abord pas l'intention d'y aller. Et puis, j'ai été entraîné. Le consul, ou l'un des employés, est apparu à la porte-fenêtre du premier étage et nous a fait un signe de la main, la police est arrivée pour nous faire circuler, et juste comme le cortège se mettait en branle, sans trop savoir où il voulait aller — il y en avait qui criaient: au consulat de France! au consulat d'Angleterre! ou bien: au consulat d'Allemagne! — je t'ai aperçue. Ton visage était tendu, comme lorsque tu t'appliques à faire quelque chose, et j'ai pensé que la place d'une fille n'était pas avec nous, puisqu'elles n'iraient pas se battre s'il y avait la guerre. Et puis j'ai pensé que tu étais jolie... Et puis j'ai pensé que je ne voulais pas te regarder.

Un peu plus loin, le cortège s'est dispersé. Je suis allé dîner (c'était le jour où je dinai en ville) et il s'est trouvé que nous avons descendu la rue du Petit-Chêne, moi derrière toi, à quelques pas, que je maintenant scrupuleusement. Tu es entrée au Restaurant Central. C'était aussi là que j'allais. Il faut dire qu'il n'y a pas à Lausanne beaucoup de restaurants bon marché. Ce jour-là, c'était plein, peut-être à cause des événements. Et voilà comment nous nous sommes trouvés à la même table, à parler de ce qui s'était passé, alors qu'un autre jour, nous n'aurions rien dit, tu te serais plongée dans l'un

de tes cours, et moi j'aurais lu, sans lever le nez de dessus mon assiette, maugréant intérieurement de te trouver là et de m'empêcher d'être tranquille.

Tu m'as dit que tu étais éclaireuse, mais que depuis la guerre, tu t'occupais d'une troupe de loupeteaux, et c'est pourquoi, quelques jours après, j'ai téléphoné à la permanence scout pour demander s'il était encore possible d'en faire partie, quoique j'eusse dix-huit ans. Je revois la place du Marché, que nous avons traversée dans les gardes locales, si bien que le ven- faire la guerre, je m'arrangerais à tirer volontairement à côté, parce que je ne voulais pas tuer. Tu m'as répondu que ce serait une trahison, puisque mes camarades compteraient sur moi, que de cette manière, ils seraient abandonnés, et qu'il serait plus honnête de refuser ouvertement. C'était la première fois que nous n'étions pas d'accord, et comme souvent par la suite, je me suis senti malheureux, parce qu'au fond de moi je te donnais raison et que pourtant cela ne changeait rien à mes convictions.

11 mai (dimanche):

Et l'après-midi, je suis rentré chez moi vers cinq heures. Sur les murs, on avait apposé des affiches de mobilisation, et j'ai pensé que nous allions être envahis. Je savais que tu avais suivi un cours de samaritain et que tu serais mobilisée dans les gardes-locales, si bien que le vendredi suivant, il y avait peu de chance pour que je te retrouve au restaurant. Maman était au jardin, occupée à arracher de la mauvaise herbe

(et pour la première fois, ce n'était pas moi qui étais au centre de ses soucis; ou peut-être craignait-elle déjà le jour qui allait venir, où je devrais m'en aller, moi aussi.) Nous avons parlé un peu de ce qui était arrivé, mais que pouvions-nous dire? Moi, j'avais beau faire, et beau me reprocher mon égoïsme: je ne pensais qu'à toi, tantôt avec angoisse, tantôt avec une joie contre laquelle je ne pouvais me défendre, me disant bien pourtant que j'étais un idiot! Elle, ne parvenait pas à se confier.

Claire, c'est depuis ce jour que je sais vraiment pourquoi je suis contre la guerre: je ne veux pas que tu sois tuée, je ne veux pas accepter cela. Il me semble que si j'accepte de faire du service militaire, c'est comme si tous les autres acceptaient aussi, les Russes, les Allemands, les Japonais. C'est comme si je te tuais moi-même (et puis je ne veux pas non plus être tué, maintenant que tu es là...) Tandis que si je refuse, ils seront plus forts, eux aussi, pour refuser. Naturellement, je me rends bien compte qu'il ne suffit pas de refuser. Il faut faire quelque chose. Malheureusement, je ne vois pas bien quoi. Je me suis décidé, faute de mieux, à écrire un roman où j'exposerais mes idées.

Cet après-midi, j'avais un travail écrit de biologie à préparer, mais entre deux chapitres, je lisais quelques pages de Roger Martin-du-Gard. Jacques me faisait assez penser à moi (quoiqu'il soit courageux, alors que je suis lâche), mais il y a cette différence qu'il finit par conquérir Jenny, alors que moi, je suis seul.

(A suivre.)

CHRONIQUE CHAUX-DE-FONNIÈRE

CE GYMNASÉ QUE NOUS ATTENDONS

Si on inaugure un jour le nouveau Gymnase cantonal de La Chaux-de-Fonds, il faut espérer que, dans les discours officiels, on voudra bien s'abstenir de parler de la rapidité avec laquelle cette affaire aura été menée à chef. A notre époque, où chaque mois de retard dans la construction représente une dépense supplémentaire, on en est arrivé à ne plus compter le retard par mois, mais bien par semestres.

Nous constatons qu'il a fallu attendre le projet de construction de La Chaux-de-Fonds pour trouver une innovation représentée par le vote d'un crédit destiné à l'étude d'une construction cantonale. On a pourtant construit plusieurs bâtiments universitaires et le Gymnase cantonal de Neuchâtel sans avoir recours à ce mode de faire, nous semble-t-il.

Ainsi, si tout va bien, si l'on n'imaginerait pas de nouvelles innovations du même ordre, on peut compter que le premier coup de pioche pourra être donné au printemps 1968. Comme le printemps n'est pas précède dans le haut du canton — ce qui n'est pas le cas de l'hiver — le temps d'ouverture du chantier ne sera donc pas trop long en cette première étape.

On assiste un peu dans cette affaire au même phénomène qui a frappé la rénovation des routes cantonales de notre district. En effet, pour voir enfin débiter des travaux routiers aux abords de la ville, il a été nécessaire d'attendre l'arrivée d'un nouveau magistrat à la tête du Département des travaux publics de notre canton, et celui-ci aura fort à faire pour rattraper le retard.

Après ce petit aparté, revenons-en au Gymnase. La ville de La Chaux-de-Fonds a fait un très gros effort pour s'adapter à la réforme de l'en-

seignement et pour faire face à sa poussée démographique. A cet effet, elle a construit plusieurs collèges et plusieurs autres sont en construction. Elle a établi un plan qui devait permettre de faire face aux besoins scolaires sans avoir recours à des baraques ou à d'autres palliatifs onéreux. L'occupation des locaux du Gymnase actuel était naturellement comprise dans l'estimation des besoins dans le temps. Le retard apporté à la construction du Gymnase mettra en péril, durant une période qu'il est difficile d'estimer aujourd'hui, les sages mesures envisagées par les autorités chaux-de-fonnrières. La question se pose donc de savoir qui paiera les frais supplémentaires occasionnés par ce mode de faire. Le fait que La Chaux-de-Fonds est une des plus grandes communes agricoles de Suisse ne doit pas faire penser que ses contribuables doivent être pris pour des « vaches à lait ».

E. MALÉUS.

Placée sous le signe des nuages et de la menace d'un nouvel orage, cette journée s'est parfaitement déroulée, conformément à l'horaire prévu et aux vœux des organisateurs. Une ambiance du tonnerre : acharnement de la part de tous les joueurs, encouragements de toutes sortes de la part des camarades de classe et autres supporters. Le fair-play est presque partout présent, sauf lorsqu'une équipe craignant la défaite se présente avec une joueuse de renfort provenant d'une classe voisine. Il est évident que cette classe se disqualifie pour le prix de bonne tenue et de fair-play.

Relevons cependant le très beau geste de ces footballeurs gagnant le coup d'envoi de la rencontre, mais qui offrent spontanément le ballon à leur adversaire parce qu'il lui manque deux joueurs malades. Bravo, garçons, vous êtes de chics gars !

La calculation des résultats est un travail de titan. Chaque tour confère à l'équipe éliminée un certain nombre de points, en fonction du nombre d'équipée en lice dans la catégorie. Le nombre des équipes varie pour

PLEINE RÉUSSITE DE L'AUDITION DE CLOTURE DU CONSERVATOIRE. — Hier soir, à la Salle de musique, et avec le concours très apprécié de l'Orchestre symphonique Odéon, dirigé par M. Robert Fallier, le Conservatoire a donné une audition de clôture des plus réussies. Elle fut d'ailleurs suivie par un nombreux public. Le programme était des plus variés puisqu'on eut le plaisir d'entendre des œuvres de Haendel, Mozart, Couperin, Vivaldi, J.-S. Bach, Max Bruch et Fr. Poulenc, jouées par les lauréats

Distinctions : Premier certificat à Francis Boss, piano ; Pierre-Henri Ducommun, violon ; Paul Simon, orgue, et Philippe Aubert, flûte.

Deuxième certificat à Pierre-André Erard, violon, et Jean-Philippe Schaer, flûte.

Diplôme professionnel : Bernard Heiniger, orgue.

En outre, le Prix Bela Siki a été décerné, pour Le Locle, à Anne-Marie Simonet, flûte, et pour La Chaux-de-Fonds, à Bernard Heiniger et Pierre-Henri Ducommun.

chaque discipline, aussi bien que pour chacune des catégories.

L'athlétisme débute aujourd'hui, jeudi : course de relais de 5 fois 80 m., six équipes se qualifiant pour les finales. Un gymkhana comportant six obstacles, y compris un lancer de balle dans une corbeille, d'une longueur de 30 m., attend les filles, tandis que les garçons disputeront la tire à la corde.

LES RÉSULTATS

FOOTBALL. — 4^e année : 4 C1 bat 9-22, 3-0 ; 9-12 bat 4 S2, (0-0) par pénalités, 3^e année : 3 C1 bat 3-11, 3-2 ; 3 M1 bat 3 S2, (0-0) par pénalités. 2^e année : 2-25 bat 2 S3, 1-0 ; 2 S2 bat 2-20, 3-1. 1^{re} année : 1 S1 bat 1-24, 7-0 ; 1 S3 bat 1 S2, 3-0.

BASKETBALL. — 4^e année : 4 M2 bat 4 T, 24-3 ; 9-4 bat 4-1, 18-10.

BALLON PAR-DESSUS LA CORDE (filles). — 1^{re} année : 1-13 bat 1-29 par 2 sets à 1 ; 1 C3 bat 1 C4 par 2-0. 2^e année : 2 C1 bat 2 M1 par 2-0 ; 2 C3 bat 2 C4 par 2-0.

Les finales de ces trois sports seront disputées vendredi.

CHRONIQUE NEUCHÂTELOISE

LES PONTS-DE-MARTEL : Deux voitures sortent de la route. — Hier, à 15 h. 30 un automobiliste chaux-de-fonnier qui roulait en direction des Ponts-de-Martel a touché une voiture pilotée par un habitant de Peseux, dans une manœuvre de dépassement. Sous le choc, les deux voitures finirent leur course au bas d'un talus. Le conducteur chaux-de-fonnier se plaignait de douleurs dorsales ; sa voiture est hors d'usage.

RECHERCHE HORLOGÈRE. — Le bureau du comité du Laboratoire suisse de recherches horlogères, lors de sa séance du 23 juin, a eu le plaisir d'enregistrer la mise en vigueur d'une nouvelle convention assurant une contribution ferme annuelle de deux millions de francs à cette institution. Cette convention, signée par la Fédération suisse des associations de fabricants d'horlogerie (FH), l'Union des associations de fabricants de parties détachées horlogères (UBAH), Ebauches S. A. et l'Association d'industriels suisses de la montre Roskopf, permettra d'assurer les moyens financiers nécessaires à la recherche appliquée ayant un caractère d'intérêt général pour l'industrie horlogère, alors que les recherches particulières effectuées par le laboratoire au bénéfice d'une seule entreprise ou d'un groupe d'entreprises, sont financées entièrement par ces dernières.

AU SERVICE DE L'ETAT. — M^{lle} B. Nicoud, commis au Service des automobiles, et M. A. Huguenin, cantonnier aux Verrières, ont célébré le 40^e anniversaire de leur entrée au service de l'Etat, alors que MM. F. Evard, préparateur au Laboratoire cantonal des analyses, A. Mercay, secrétaire à l'Office des poursuites et des faillites de La Chaux-de-Fonds, A. Renaud, cantonnier aux Petits-Ponts, A. Thurnherr, cantonnier, à La Chaux-de-Fonds et P. Vermot, cantonnier à La Cibourg, ont fêté leurs 25 ans d'activité. Le Conseil d'Etat leur a exprimé ses félicitations et ses remerciements au cours de réunions présidées par les chefs de départements respectifs.

A la Cour d'assises

La Cour d'assises neuchâteloise a siégé mercredi. Elle a jugé un redoutable cambrioleur de 28 ans, Charles Gretilat, déjà condamné dix fois. On lui reproche notamment divers cambriolages commis dans les environs de Neuchâtel et en particulier dans la maison d'un restaurateur d'Auvernier. Il a été condamné à 4 ans de réclusion dont à déduire 206 jours de détention préventive et au paiement de 1500 fr. de frais. Une bande de cinq jeunes cambrioleurs âgés d'à peine 20 ans qui avaient commis des méfaits dans les environs de Neuchâtel, a comparu ensuite. Les jeunes cambrioleurs ont été condamnés :

Claude-René Junod, apprenti électricien, domicilié à Neuchâtel, auteur de deux brigandages, vingt-huit vols, une tentative de vol et trois vols d'usage : deux ans de réclusion, dont 261 jours de prison préventive à déduire, trois ans de privation des droits civiques et 1850 fr. de frais.

Claude-Georges Cattin, apprenti monteur-électricien, domicilié à Neuchâtel, auteur de deux brigandages, vingt et un vols, une tentative de vol, deux recels et trois vols d'usage : deux ans de réclusion, dont 261 jours de prison préventive à déduire, trois ans de privation des droits civiques et 1850 fr. de frais.

Claude-Georges Gottreux, apprenti vendeur, domicilié à Neuchâtel, auteur de six vols, de quatre recels et de trois vols d'usage : un an d'emprisonnement, dont à déduire 261 jours de préventive, avec sursis pendant cinq ans. Frais : 1000 fr.

Claude-Michel Maire, apprenti monteur-électricien, domicilié à Neuchâtel, auteur d'un recel, d'une complicité de vol et de trois vols d'usage : quatre mois d'emprisonnement, avec sursis pendant trois ans, 150 fr. de frais.

Franz Thur, magasinier, domicilié à Neuchâtel, auteur de deux recels : deux mois d'emprisonnement, dont à déduire quatre jours de prison préventive, avec sursis pendant deux ans, 150 fr. de frais.

Le Locle: Audition de clôture

Lundi soir, au Casino, conviés par l'Ecole de musique de notre ville, parents et enfants étaient réunis pour l'audition de clôture.

La scène n'était pas trop vaste pour contenir les enfants des classes de solfège et de la classe d'ensemble musical. Sous la direction de M. Robert Fallier, l'allegro du « Psaume 112 », de Haendel, fut interprété avec un enthousiasme juvénile qui créa l'ambiance propice à une telle soirée. La merveilleuse synchronisation de l'orchestre et des voix démontrait bien le sérieux du travail de l'école.

M. P. Jacot-Guillarmod, président du Conservatoire, lut le rapport annuel de l'institution en évoquant les événements les plus saillants. Trois nouveaux professeurs ont été engagés. M^{lle} M.-L. de Montmollin, professeur de chant, assumera également les fonctions de secrétaire. Il apporta les salutations de Bela Siki, Loclois d'Amérique. En terminant, il remercia les autorités du Locle et de La Chaux-de-Fonds qui, par leur appui financier, contribuent à la vie musicale de nos deux villes.

Jean-Philippe Schaer, flûtiste, accompagné par l'orchestre, interpréta l'allegro du « Concerto Le Chardonnet », de Vivaldi. Par la maîtrise de son instrument et par la qualité de ses trilles, il sut exprimer admirablement le caractère de l'œuvre du compositeur italien. Accompagné de Wally Staempfli, pianiste, il interpréta encore une « Romance » de Saint-Saëns, avec une belle intelligence du texte. Il fut chaleureusement applaudi. Joselyne Bubloz, pianiste, joua « Pour Elise », de Beethoven, dans un beau style romantique. Au même instrument, Josiane Sandoz joua deux mouvements de la « Sonate

en fa majeur » de Haydn, avec une vigueur et une aisance qui promettent beaucoup. G.-A. Davoine, clarinetiste, accompagné de sa mère, pianiste, joua « Trois Pièces Fantaisies », de Schumann, qui mettaient en évidence une belle technique non dépourvue de sensibilité. Du « Quatuor en sol majeur » pour cordes, de Mozart. MM. P.-A. Erard, P.-H. Ducommun, P. Stucky et F. Courvoisier interpréterent deux mouvements d'une très belle qualité sonore. Accompagné de l'Orchestre Odéon, P.-A. Erard joua le « Concerto en la mineur » de J.-S. Bach, avec un talent merveilleux dont on aura encore des occasions de parler. Enfin M^{lle} Simonet, flûtiste sensible, qui joua le solo des « Champs-Elysées », de Glück, fut honorée du Prix Bela Siki et des applaudissements chaleureux du public. J. B.

UN LOCLEUX VICTIME D'UN ACCIDENT. — Hier, à 20 h. 40, M. Marcel Jacot, habitant notre ville, avait pris place à bord de la voiture de M. P. Favez, de Cormondrèche. Alors que ce dernier circulait entre Boudry et Colombier, il perdit la maîtrise de son véhicule, qui s'arrêta contre un poteau. Les deux occupants ont été hospitalisés.

Chronique biennoise

BRADERIE ET PRESSE. — La Commission de la Braderie de Bienne s'élève contre la plainte que six journalistes ont déposée auprès de l'Association de la presse suisse et assure que la liberté de presse n'est nullement menacée par le fait que certains correspondants n'ont pas été invités au banquet de la braderie. Les informations publiées à ce sujet, dit la commission, étaient inexactes.

BIENNE : Voleur arrêté en Allemagne. — L'auteur du vol de 15 000 fr. perpétré au préjudice du gérant de l'Hôtel Seeland aurait été arrêté en Allemagne.

Assemblée générale animée de l'ADC

L'Association de développement de La Chaux-de-Fonds a tenu son assemblée générale, hier soir, à la Channe Valaisanne. Devant près d'une centaine de personnes, toutes représentantes des différentes associations et sociétés de la ville, le président, M. Paul Macquat, donne connaissance du rapport de gestion. Il rappelle la mémoire de M. Georges Perrenoud, le distingué directeur de l'ONT, décédé il y a quinze jours, et de MM. Ch. Ulrich et Alexis L'Héritier, membres de l'ADC. L'assemblée se lève pour honorer leur mémoire.

Ensuite, le président aborde le problème du tourisme sous tous ses angles. Relevons que le district de La Chaux-de-Fonds a eu, en 1965, 57 378 nuitées et, en 1966, 52 689, soit une perte de 4689.

Dans les communications, le président touche encore les problèmes suivants : les routes, le tourisme pédestre et les sentiers du Doubs, le rail.

A peine M. P. Macquat avait-il terminé la lecture de son rapport présidentiel, que M. Payot, représentant de l'Olympic, demanda la parole pour une critique sévère de l'association, critiquant surtout l'activité de ces dernières années.

Plusieurs délégués emboîtèrent ensuite le pas, les uns approuvant M. Payot, les autres ménageant la chèvre et le chou ; ce sont MM. Daum (TC), Duperret (Typoffset), Berger (Mo-

dhac), Nussbaum (SIMN), Roulet (CC), et Sandoz (Nhora).

La séance devint alors houleuse et prit fin par une décision capitale : l'ADC fera peau neuve. Les délégués décidèrent de nommer une commission ad hoc pour étudier la réorganisation de l'ADC pour qu'elle réponde aux besoins actuels de l'information et de la propagande touristique.

Dans les divers un plan touristique fut présenté à l'assemblée par M. Duperret, directeur de Typoffset, plan auquel l'ADC est intéressée.

C'est dans une ambiance un peu survoltée que s'est terminée cette assemblée qui fera date dans les annales de l'ADC.

Alco.

ÉTAT CIVIL
28 juin 1967
Naissances
Campos José-Maria, fils de Santiago, employé d'hôtel, et d'Aurea née Garcia.
Monacelli Silvia, fille d'Angelo, mécanicien, et d'Antonietta née Mastroianni.
Froidevaux Liliane-Yolande, fille de Hubert-Paul-Henri, peintre, et de Verena née Ramseier.
Mury Pascal-André, fils de Pierre-André, ouvrier, et de Micheline-Hélène née Fahrni.
Bacso Tibor-Imre-Alexandre, fils de Imre, ouvrier, et d'Emilia née Escudero.
Schmid Olivier-Walter, fils de Walter, expert d'assurances, et de Heidi-Luise née Tanner.
Bise Nathalie-Christine, fille de Willy-André, pâtissier, et de Gertrud née Wellinger.
Mariages
Wahl Joseph-Pierre et Giovanna Luigia Angela.
Décès
L'enfant Collino Giannina, née le 12 août 1956 (Paix 75).
Scheidegger Emil, manœuvre, né le 31 décembre 1913 (Collège 56).
CARNET DU JOUR
Cinéma
PALACE: 15.00 et 20.30, «Jeux de Nuit».
RITZ: 20.30, «Le Bourreau».
SCALA: 20.30, «Bain».
EDEN: 20.30, «Un Homme et une Femme».
CORSO: 20.30, «S. 077 - Espionnage à Tanger».
PLAZA: 20.30, «Sexy Show».
Divers
STADE DES ÉPLATURES: 19.00, football, finales ACFA.
Pharmacie d'office
Pharmacie des Forges, Charles-Naine 2a. Dès 22.00 le No 11 renseigne
Les grandes choses dans un peuple se font d'ordinaire par la minorité.
Renan

Vu... Lu... Entendu...

Lu dans une lettre de postulation d'un stagiaire journaliste:

«... je pratique assidûment le judo, je suis ceinture noire, ainsi que l'arbitrage dans ce même sport, je suis arbitre national. Ceci pour le côté sportif et physique de ma personne. Mon côté intellectuel a des goûts très électriques — n'ai-je pas été élevé chez les jésuites — avec une inclination très prononcée pour les choses dites culturelles.»

Il s'agit certainement d'un journaliste d'avenir, mais nous eussions préféré des goûts électroniques et un spécialiste du karaté!

Au Conseil municipal de Genève

Allocution du doyen d'âge - Élection du bureau

Le Conseil municipal a donc tenu sa première séance de la législature d'abord sous la présidence du doyen d'âge, H. Livron (soc.) secondé par le secrétaire d'un soir, le benjamin de l'assemblée, M. Zwicky (v.) jeune conseiller déjà connu pour ses tendances d'extrême-droite.

Dans son allocution de circonstance H. Livron, a salué les nouveaux conseillers administratifs, leur souhaitant un ministère fécond. Puis il a rompu une lance en faveur de l'incompatibilité des magistrats de la ville avec une autre activité lucrative, soulignant les devoirs de la ville de les retribuer en conséquence. A propos de la mission de Genève, ville internationale, le doyen d'âge a déclaré :

« De par sa nature, Genève est donc internationale, et lui contester ce fait serait vouloir son mal. Le sentiment de xénophobie qui s'est manifesté ces derniers temps est donc un virus qui ne peut qu'empoisonner notre cité et compromettre à tout jamais son avenir.

» L'étranger apporte avec lui ses goûts, ses aptitudes, ses talents, et surtout son patrimoine; c'est donc un élément actif de notre économie. C'est en lui permettant d'exercer son activité et son expérience, soit dans les métiers, soit dans les professions, soit dans les

œuvres sociales, soit dans les œuvres internationales, que Genève se sentira favorisée.

» N'oublions pas non plus que notre ville elle-même a donné au monde des grands hommes qui ont honoré toutes les disciplines, et ont fait bénéficier l'univers de leurs talents.

Et H. Livron a conclu :

« Notre économie publique doit trouver son équilibre dans un monde aux innombrables exigences modernes. Enfin il n'appartient pas au président éphémère que je suis, de pousser plus loin le développement de ces idées.

» Nous remarquerons encore que plus les pays étrangers nous apparaissent loin de nous, plus nous nous rapprochons d'eux ; il semble bien que l'humanité marche au-devant d'une communauté internationale d'Etats. Il faut donc nous préparer à adapter nos institutions politiques et sociales à ce fait.

» Enfin, il nous sera maintenant permis de parler dans une ville qui comme Genève, a été et est encore le berceau d'une quantité d'institutions internationales.

» Est-il possible qu'après deux guerres, il faille constater que le problème du bannissement de la guerre dans le droit et dans les esprits, n'a pas été résolu ?

» Alors l'humanité continuerait à

subir la vision des atroces calamités qu'elle engendre ; à entendre à nouveau ces cris désespérés d'enfants arrachés à leur mère, de parents noyés dans les larmes, du soldat sur le champ de bataille, qui, à l'approche du char d'assaut qui va l'écraser, dit une dernière fois « maman » ; qu'ainsi tout ce spectacle pourrait se reproduire !

» L'épouvantable ancien axiome « Si vis pacem para bellum » doit à jamais être proscrit de nos discours et de nos pensées.

Cette allocution fort applaudie fut suivie de l'assermentation des conseillers municipaux. Puis l'assemblée constitua son bureau comme suit : M. M. Aubert (lib.) président élu par 64 voix ; Jacqueline Wavre, première vice-présidente, élue par 71 voix ; M. Y. Caretti (c.-s.) deuxième vice-président élu par 67 voix ; les deux secrétaires M^{mes} Wicky (com.) et M. Perrig (rad.) étant élus respectivement par 49 voix et 73 voix.

Le conseil procéda ensuite à la formation de ses commissions internes et des commissions extra-parlementaires, puis discuta du projet de parking du Mont-Blanc, avant de renvoyer ledit projet aux commissions des finances et des travaux. Du côté socialiste notons sur cette question les interventions de Ziegler, Ketterer et Brulhart.

Qu'il est dur d'être entrepreneur !

Généralement, sinon par principe, les entrepreneurs du bâtiment s'opposent aux revendications des syndicats de la FOBB sous prétexte que toute amélioration des conditions de travail conduit infailliblement au renchérissement des prix de la construction, donc à la hausse des loyers.

Les délégués syndicaux ont souvent démontré que les assertions patronales sont erronées et que les loyers trop chers actuels proviennent surtout de la mauvaise organisation de la production dans l'industrie du bâtiment dont les responsables sont : les entrepreneurs, les architectes, etc... le système capitaliste des profits et des intérêts privés.

Cela vient d'être démontré incidemment et d'une façon assez amusante par le bulletin de la Fédération patronale des métiers du bâtiment dans les circonstances suivantes :

Dans le numéro du 1^{er} mai de la « Tribune de Genève », un rédacteur J.-C. Mayor relatait dans le style « mise en boîte », mais néanmoins véridique, la façon dont sont conduits les travaux sur les chantiers : « Gros monsieur important, machonnant un énorme cigare, et entouré d'une kyrielle de petits jeunes gens portant barbe en collier et serviette de cuir ; long palabre mais... bien peu d'ouvriers pour exécuter le travail.

Asmodée, le représentant patronal, ne conteste pas l'authenticité du spectacle, mais répond en démontrant la pagaille existant dans l'organisation des chantiers avec les arguments suivants :

Impossibilité d'établir un planning sur des bases inexistantes.

Impossibilité de recruter des ouvriers faute de savoir si l'on aura oui ou non du travail pour eux.

Impossibilité d'établir des contrats de travail alors que l'on ne sait pas quand les ouvriers étrangers arrivent.

Impossibilité de prévoir le temps en raison de l'incapacité des météorologues suisses qui annoncent la pluie à tort et à travers.

Impossibilité d'établir des prix parce que l'on ignore les hausses qui peuvent survenir sur les matériaux et les transports.

Impossibilité de tenir tête à la concurrence étrangère qui fait du dumping.

Impossibilité de pouvoir prévoir l'ouverture d'un chantier du jour au lendemain alors qu'il peut s'ouvrir trois mois plus tard.

Impossibilité d'utiliser 30 hommes disponibles parce que des travaux peuvent être renvoyés abruptement aux calendes grecques.

Impossibilité parce que les administrations publiques modifient les problèmes à tout moment.

Impossibilité de terminer les travaux parce que l'on ignore les desseins des services publics eaux, gaz, électricité, téléphone, etc.

Et il y a, paraît-il, encore des quantités d'autres impossibilités du même genre.

Dès lors, si l'on en croit « Asmodée », on est en droit de s'imaginer qu'un sou ou une semaine de vacances de plus pour les ouvriers qui, eux, exécutent le travail dans des conditions pénibles, doivent être de bien peu d'influence sur le prix de la construction et les loyers trop chers.

LUCIEN TRONCHET.

Au Conseil communal de Lausanne

Onzième séance mardi soir, sous la présidence de notre ami André Piller, président.

DANS LES TRIBUNES

Le président salue la présence dans les tribunes du préfet du district de Lausanne, M. J.-Jacques Bollens, ainsi que d'un secrétaire municipal tunisien.

ADMISSIONS A LA BOURGEOISIE

Vingt candidats étrangers et deux candidats d'origine vaudoise, sollicitent la bourgeoisie lausannoise. Les candidats et candidates ont paru suffisamment assimilés et remplissent les conditions requises.

Leur agrégation est ratifiée par le conseil ; reste pour eux à franchir le cap du Grand Conseil vaudois.

ASSERMENTATION

M. Jean-Pierre Abbühl (POP) est assermenté ; il remplace son camarade de parti M. Gérard Delaloye, démissionnaire.

CRÉDITS

SUPPLÉMENTAIRES 1967

M. Henri Jordan (lib.) de la Commission des finances présente le rapport sur les crédits supplémentaires première série 1967.

Ces crédits sont aux dépenses de 4 777 400 fr. et aux recettes de 563 500 fr.

Destinés à couvrir des frais d'acquisition et de pose d'une nouvelle installation dans l'immeuble des abat-toirs et de couvrir également des allocations insuffisantes et des dépenses imprévues au budget, ces crédits supplémentaires sont accordés à l'unanimité par le conseil.

RÉPRESSION PLUS EFFICACE DES CRIMES

Robert Deppen répond à M. Roland Jatton qui l'avait interpellé sur les mesures à prendre pour assurer une prévention et une répression plus efficaces des crimes, en particulier des actes de brigandage perpétrés de plus en plus dans la ville de Lausanne.

R. Deppen, directeur de police, rend hommage au corps de police pour sa vigilance qui a permis huit cents arrestations ; il est intervenu six mille fois par année.

Dans plusieurs affaires la police a fait son devoir ; elle tente à chaque occasion de mobiliser tous les moyens techniques pour dépister les délinquants. M. Roland Jatton se déclare partiellement satisfait et cite des cas où la police semble être mal utilisée. L'interpellateur pense qu'un agent de police à pied est plus efficace que celui qui est en automobile ; il se demande si l'on ne devrait pas rétablir les postes de police de quartier. Il se demande aussi si la police judiciaire lausannoise ne fait

pas double emploi avec la police de sûreté cantonale.

En définitive, M. Jatton, transforme son interpellation en motion.

André Muret (POP) pour sa part, regrette lui aussi la fermeture des postes de police de quartier, qui étaient plus efficaces dans la répression, que les patrouilles de police en auto, il demande une révision complète de l'organisation de police.

Donc, le conseil reviendra sur cette question lors du rapport de la motion Jatton.

NOUVEAU CRÉMATOIRE

Après plusieurs études concernant la création d'un cimetière sylvestre demandée par voie de motion par Albert Cottier, la Municipalité s'est arrêtée ceci pour tenir compte des disponibilités de terrains et du développement de la commune, au projet d'agrandissement des cimetières du Bois-de-Vaux et de Montoie. Ce dernier est disponible et est aménagé en partie.

En ce qui concerne le crématoire, situé dans le dit cimetière, il ne répond plus aux exigences actuelles. Il est bon de rappeler qu'il a été mis en activité en 1909 et à maintes reprises, ces dernières années, des voix se sont élevées notamment celle de la Société vaudoise de crémation, pour attirer l'attention des autorités afin qu'elles étudient un projet en rapport avec l'accroissement de la population lausannoise et surtout sur le fait que l'incinération des corps est reconnue comme une mesure d'hygiène.

Ainsi donc, la Municipalité propose d'entreprendre des études permettant l'utilisation de l'ancien cimetière de Montoie à l'usage d'un nouveau cimetière, permettant la construction d'un ensemble crématoire, salle de cérémonies, dépositaires de corps, locaux de service.

En outre, la Municipalité propose d'abandonner l'implantation d'un crématoire dans le cimetière du Bois-de-Vaux, mais de réserver des terrains au Chalet-à-Gobet pour l'aménagement d'un cimetière restreint.

Après un excellent rapport de Fernand Petit (POP) le conseil se range au point de vue municipal et adopte le préavis présenté.

CAMPING A VIDY

A fin 1961, le camping de Vidy a été supprimé pour faire place à l'Exposition nationale, il émigra à Dorigny, sur le territoire de Saint-Sulpice.

Le moment est venu qu'il réintègre la commune de Lausanne, et, comme le « Vieux Chalet », il sera plus beau qu'avant.

Le camping est placé à l'est du Parc Bourget et comprendra des installations modernes à l'usage des campeurs.

L'aménagement du terrain qui représente 44 000 m² et des constructions se monte à 1 734 000 fr.

Le conseil ratifie la demande muni-

cipale après rapports de M. Jacques Schmied.

APRÈS LA MORT DE DEUX OUVRIERS DU SERVICE DU GAZ

A la suite de l'interpellation d'Albert Blanc (POP), M. Marc-Henri Morattel, directeur des Services industriels, donnera des explications sur les circonstances et les causes de l'accident mortel dont ont été victimes MM. Guillet et Collet.

Il donne l'assurance que les contrôles des masques seront renforcés. A noter que la fatalité a voulu que les masques des deux ouvriers aient été très certainement avariés sur le lieu même de ce regrettable accident.

L'interpellateur pose encore la question de la toxicité du gaz, à quoi le directeur Morattel répond que le gaz aura toujours une infime toxicité.

EN OUTRE, LE CONSEIL A ADOPTÉ :

Une motion demandant une révision du règlement sur les admissions à la bourgeoisie de Lausanne. Rapporteur : Ernest Décosterd (POP).

Le préavis concernant la S.I. Ancien Stand à la Pontaise : cautionnement de prêts hypothécaires en second rang destinés à financer la construction d'un garage souterrain. Rapporteur : M. Georges Derron (rad.).

Le préavis concernant le bassin de la Vuachère, concentration des eaux usées à la station d'épuration de Vidy, bassins d'Ouchy et de Bellerive, collecteurs et stations de relevage.

L'ensemble de ce préavis a pour but de mettre en place un équipement conformément à la loi fédérale sur les eaux usées. Rapporteur : M. Roger Burky (rad.).

Le préavis concernant la paroisse de la Croix d'Ouchy. Rapporteur : M. Michel Bonnard (lib.).

Le préavis concernant l'acquisition la cession et l'échange de 16 parcelles avec constitution de servitude et réfection et élargissement de diverses artères publiques. Rapporteur : M. Roland Jatton (lib.).

ET ENTENDU :

La réponse de Robert Deppen, directeur de police à l'interpellation de M. Roger Burky, sur la nécessité de la réorganisation du service des taxis, aux jours et aux heures de grand trafic.

M. Burky, se déclare partiellement satisfait de la réponse municipale.

En fin de séance, Jean-Pierre Kraehenbühl développe une motion au sujet de l'aide à la Fondation Maison pour étudiants. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette intéressante motion, lors de sa discussion devant le conseil.

Prochaine et dernière séance avant les vacances : lundi 3 juillet 1967.

F. Ch.

La Coopérative d'installations électriques de Lausanne a 20 ans !

En ouvrant, samedi après-midi, l'assemblée générale annuelle de la CIEL, le président du Conseil d'administration, R. Mignot, secrétaire retraité de la FOMH rappela que l'entreprise fêtait le vingtième anniversaire de sa fondation, ce qui devrait inciter les participants à l'assemblée de croire qu'ils avaient, eux aussi, vingt ans, du moins pendant cette journée.

La plaquette commémorative qui a été publiée à cette occasion, rappelle la naissance laborieuse de la Coopérative. Mais grâce aux efforts de militants convaincus et l'aide particulièrement, de la Coopérative des électriciens de Genève, la CIEL voyait le jour et alla de succès en succès jusqu'à devenir aujourd'hui l'une des principales entreprises de la branche.

Ce succès est dû au dévouement de plusieurs militants et plus particulièrement du premier directeur — qui était en même temps le premier ouvrier de l'entreprise : Gilbert Urweiser et aussi de son successeur, Joseph Schaller.

Bref, le chiffre d'affaire de la CIEL qui était de 200 000 fr. en 1948 atteignait 2 600 000 fr. en 1965 !

Dans son rapport de gestion, le président R. Mignot a souligné combien les arrêtés fédéraux antisurcharge avaient nuis à l'entreprise : le chiffre d'affaire de 1966 a été de 323 000 fr. inférieur à celui de 1965. Il a indiqué que l'effectif du personnel occupé varie entre 42 et 63, ce qui donne une moyenne de 55, dont 8 apprentis. Le total des salaires payés en 1966 s'élève à 676 692 fr., et représente 30 % du chiffre d'affaires alors que les charges sociales en représentent 62 %.

L'assemblée a adopté sans discussion le rapport de gestion comme celui de la commission de contrôle des comptes présenté par H. Pasche, lui aussi ancien secrétaire de la FOMH, retraité.

Le bénéfice d'exploitation s'est élevé à 46 486,51 fr. qui seront utilisés ainsi : dividendes de 5 % aux parts sociales 11 500 fr., attribution à la réserve générale 35 000 fr., report à compte nouveau 356, 51 fr.

L'assemblée maintient l'intérêt aux parts sociales à 5 % et renouvelle le

Conseil d'administration, y compris la série sortante.

Le conseil sera donc composé de : R. Mignot, président ; G. Urweiser, administrateur de la CIEL, vice-président ; J. Schaller, directeur de la CIEL, secrétaire et G. Chopineau, directeur de la Coopérative d'installations électriques de Genève ; A. Cottier, administrateur des Imprimeries Populaires de Lausanne et Genève ; W. Steffen, chef de chantier à la CIEL et, nouveau membre, M. C. Hodel, chef comptable de l'entreprise.

La Commission de contrôle des comptes fut aussi reconduite dans la formation suivante : Fidès Union fiduciaire ; Pasche, secrétaire de la FOMH, retraité ; R. Dubach, comptable et J. Saphr, comptable.

*** On a beaucoup remarqué à cette assemblée commémorative, les magnifiques corbeilles fleuries des sociétés sœurs et amies et aussi la présence de nos amis A. Maret, ancien conseiller d'Etat ; A. Cottier, conseiller communal et administrateur des Imprimeries Populaires ; R. Schopfer, ancien député et directeur de la SSCL, H. Pasche, secrétaire de la FOMH ; B. Meizoz, député et H. Piller, président du Conseil communal de Lausanne.

Après l'assemblée, les participants eurent le plaisir de parcourir les vignobles de Lavaux, avec arrêt apéritif à Grandvaux et, le soir venu, ils eurent le plaisir plus grand encore de déguster un souper délicieux qui fut suivi par de cordiales allocutions prononcées par A. Piller, président du Conseil communal, au nom des autorités communales ; R. Schopfer, directeur de la Société coopérative de consommation de Lausanne et environs, de notre ami Bertholet, conseiller national à Genève ; M. Mayer, architecte ; H. Pasche ; B. Meizoz ; Barbey, secrétaire de la FOMH ; Chopineau, directeur de la CIEG et Favre, chef du personnel de la CIEL ; R. Ramelet, architecte et Panchaud, directeur de SCH de Lausanne avaient rejoint les participants.

A notre tour, au nom de notre journal et de ses lecteurs, de féliciter la CIEL et ses dirigeants, et de souhaiter à cette sympathique coopérative un avenir des plus heureux.

H. O.

Il faut intégrer mieux les débiles mentaux dans notre société

Plusieurs fois, nous avons réclamé pour les enfants mentalement déficients un véritable droit à l'éducation et une meilleure intégration dans la société. Un récent débat du Grand Conseil vaudois a prouvé à nouveau l'importance du problème et aussi l'insuffisance des mesures prises par l'Etat.

Le rapport du Conseil d'Etat vaudois montre combien nombreux sont les enfants concernés, alors que l'opinion publique s'imaginerait qu'il s'agit de cas exceptionnels. Nous le citons: « Environ 10% des enfants et des adolescents entre zéro et vingt ans présentent des difficultés d'adaptation plus ou moins importantes à la vie familiale, sociale, scolaire ou professionnelle. Il s'agit de 1200 enfants et adolescents faibles d'esprit, de 5000 à 6000 débiles mentaux, de plusieurs milliers d'épileptiques, d'infirmités moteurs cérébraux, d'enfants souffrant de troubles du langage parlé ou écrit, de « caractériels », de délinquants, d'enfants moralement abandonnés, maltraités ou carencés affectivement. Dans ce canton, plus de 10 000 enfants ou adolescents devraient pouvoir bénéficier, à un moment ou à un autre de leur enfance ou de leur adolescence, d'un traitement approprié, d'une éducation ou d'une instruction spéciale ou d'une surveillance en vue de les aider à s'adapter à la vie de la société ou de leur assurer une existence digne et valable. L'adaptation infantile et juvénile est une plaie sociale importante. »

Comme le relevait, dans un rapport de minorité, M. F. Petit, les progrès de la médecine vont, paradoxalement, alourdir encore ces chiffres. « Loin de s'atténuer, le problème prend des proportions inattendues du fait de la longévité croissante des handicapés mentaux. De récentes statistiques nous apprennent que sur six arriérés graves, un seul atteignait autrefois l'âge de trente ans. Aujourd'hui, sur six de ces arriérés, cinq atteignent l'âge de trente ans. »

Les cas apparaissent plus nombreux encore si les déficiences légères (dyslexie, bégaiements, comportements sociaux) étaient systématiquement dépistés, dès l'école enfantine et tout au long de la scolarité (le dépistage devrait même être préscolaire pour permettre de donner aux thérapeutiques la meilleure efficacité).

L'importance et la diversité des traitements, la multiplicité des cas, la nécessité du dépistage, les charges de l'hospitalisation, la formation du personnel soignant et des éducateurs, tout démontre qu'il s'agit là d'une énorme tâche sociale, qui engage directement la responsabilité de l'Etat.

Lorsque cette question est agitée devant les législatifs, une querelle absurde s'instaure. Les libéraux et

les autres partis bourgeois se mettent à vaticiner sur le rôle de l'initiative privée, ils se gargarisent du mot comme si une bataille doctrinaire était en jeu et qu'il fût question de nationaliser l'industrie chimique.

En réalité, les institutions privées qui ont joué un rôle magnifique au début du siècle et qui suscitent toujours de magnifiques dévouements se heurtent à des difficultés croissantes financières et de recrutement de personnel.

Ces institutions privées, personne ne demande qu'elles soient nationalisées; leur statut juridique n'est pas mis en cause. Mais la discussion porte sur le point précis de savoir si elles sont en mesure de prendre elles-mêmes les mesures qui permettront de faire face à tous les besoins, si elles peuvent d'elles-mêmes couvrir tout ce domaine de l'enfance déficiente. Tel n'est pas le cas.

Tout d'abord, les parents doivent s'inscrire pour obtenir l'admission de leur enfant dans telle ou telle institution. Il y a ainsi des listes d'attente. Les maisons restent maîtresses de la décision d'admettre ou de ne pas admettre tel cas. Certains restent sans solution. L'Association des parents d'enfants déficients a pu présenter un dossier d'une douzaine de cas pitoyables, insolubles. Lorsqu'on fait voir des listes d'attente aux services de l'Etat, ils contestent les chiffres sous prétexte que les mêmes noms figurent dans plusieurs listes. Cela est vrai. Mais ces doublés sont l'expression du désespoir. Des parents mal informés, qui ne peuvent faire valoir aucun droit, frappent à plusieurs portes en même temps dans l'espoir de hâter une solution qui ne vient pas. Autre drame encore: il est des mères qui soignent leur enfant à domicile; on peut imaginer le dévouement inouï que cela représente, quotidiennement. Comment leur assurer une détente nerveuse, c'est-à-dire trois semaines de vacances? Qui pourrait pendant quelques jours se charger de l'enfant, assurer le relais? Ce problème simple reste sans solution souvent. Il faut improviser.

Il est évident encore que l'urbanisation croissante de la vie rend plus difficile aussi l'intégration de certains cas sociaux. Leur adaptation à la vie sociale exige que soient prises des dispositions nouvelles que la générosité de l'assurance invalidité rend d'ailleurs possibles, surtout lorsqu'il s'agit de leur donner une formation professionnelle.

Nous avons dit que les enfants déficients devraient posséder un droit à l'instruction au même titre que les enfants normaux. Devant cette revendication, l'Etat répond qu'il assume comme pour les autres les frais

d'instruction; de fait, l'enseignement est à sa charge. Mais il est clair que le mot instruction n'a pas le même sens pour un enfant normal et un enfant déficient. Pour l'enfant déficient, on ne peut établir une limite précise entre ce qui est instruction, éducation, soins thérapeutiques. Or l'Etat devrait assumer la responsabilité de l'ensemble de ces soins et non pas seulement ceux de l'instruction au sens rigide du terme.

Des députés vaudois demandaient donc la création d'un centre vaudois de la déficience mentale qui permettrait à l'Etat de coordonner tous les efforts, de prévoir la formation des éducateurs et du personnel soignant et de répondre à tous les besoins.

Ceux qui faisaient cette demande ne cherchaient pas à émouvoir pour des fins politiques, en faisant vibrer une corde sensible. Par leur métier, plusieurs étaient en contact direct avec ces problèmes et ces drames. La majorité a dit non.

D. P.

AU BOUT DU LAC

GENÈVE: Le Grand Ballet classique de France au Théâtre de Verdure. — Le prochain spectacle au Théâtre de Verdure du Parc de la Grange, aura lieu les jeudi 29 et vendredi 30 juin à 21 h., et sera l'occasion de présenter au public genevois le Grand Ballet classique de France, avec Liane Dayé, comme danseuse étoile. On se rappelle d'ailleurs le succès déjà remporté par cette compagnie en août 1966 sur cette même scène.

Le programme des deux soirées de jeudi et de vendredi comporte le grand ballet « Coppélia » en deux actes, sur une musique de Léo Delibes, puis le pas de deux du « Corsaire » de Drigo et enfin le célèbre ballet « Noir et Blanc » sur une musique d'Edouard Lalo.

Le Grand Ballet classique de France compte 40 artistes et constitue aujourd'hui la plus grande troupe française de ballet, qui se consacre à des tournées artistiques à l'étranger. C'est ainsi que cet ensemble a déjà recueilli les plus flatteuses louanges lors de tournées officielles, qui l'ont conduit dans les cinq continents, y compris les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, la Chine et toutes les capitales du monde.

Souhaitons que le temps soit favorable et permette de présenter le Grand Ballet classique de France, dans le cadre romantique du Théâtre de Verdure du Parc de la Grange.

Faites lire notre journal!

CHRONIQUE LAUSANNOISE

CENTRE DE GUIDANCE INFANTILE. — Le Bercaill, pavillon médico-pédagogique rattaché à l'Hôpital de l'Enfance, reçoit depuis une trentaine d'années des enfants nerveux et atteints de troubles du caractère et du comportement. Dès la création de l'Office médico-pédagogique vaudois, en 1942, une collaboration très étroite s'est établie entre médecins psychiatres et pédagogues, spécialisés du Bercaill.

Une étape de plus va être franchie prochainement. Le comité de l'Hôpital de l'Enfance, en effet, d'entente avec les autorités cantonales et avec l'approbation de l'Office fédéral des assurances sociales, envisage la création, autour du Bercaill, d'un véritable centre de guidance infantile, qui comprendra un hôpital de jour, un internat construit à neuf et un centre de consultation de psychiatrie infantile.

La ville de Lausanne disposera ainsi d'un équipement nouveau qui correspondra, dans sa conception et ses dimensions, aux besoins d'une cité de son importance et qui permettra le dépistage, puis, dans toute la mesure du possible, la réinsertion dans le milieu familial, social et scolaire nombreux enfants lausannois pour lesquels, trop souvent, une intervention était tardive ou incomplète. Le coût de l'opération se montera à 2 300 000 fr.; l'Hôpital de l'Enfance, l'Etat de Vaud et l'Assurance invalidité feront leur part. La commune de Lausanne, de son côté, envisage de s'associer à cette réalisation, et la Municipalité propose au Conseil communal d'allouer à la fondation de l'Hôpital de l'Enfance, pour lui permettre de réaliser ses projets,

un prêt hypothécaire de 500 000 fr. sans intérêt ni amortissement, pour un bal champêtre et le second avec un orchestre de jazz. Il y aura également un tire-pipe un jeu de cerceaux et un jeu « noces à Thomas ». La Société des peintre et sculpteurs est chargée de la décoration de la place derrière le musée Arlaud ainsi que de tous les stands de la manifestation.

Le samedi 1^{er} juillet un cortège organisé par la commune de Mont-sur-Rolle partira de la rue de la Paix pour aboutir sur la place de la Palud où la Municipalité de Lausanne recevra Mont-sur-Rolle. Un tonneau sera mis en perche. La fanfare et le chœur

GRANDE MANIFESTATION. — La Société de développement place Palud—rue du Pont et rue Madeleine organise les 1^{er} et 2 juillet une manifestation sur la place de la Palud et la place de la Fraternité de Saint-Martin. La place de la Palud sera entièrement occupée par des stands de vigneron de la commune de Mont-sur-Rolle et un stand des vigneron d'Epesses.

A part les stands de vigneron, il y aura des stands de boissons désaltérantes ainsi que des bars à saucisses grillées, salées au fromage. Il sera également installé sur la Palud et sur la Placette derrière le musée Arlaud deux ponts de danse; le premier mixte de Mont se produiront ainsi que la Chanson vaudoise.

Le samedi et le dimanche un lâcher concours de ballonnets aura lieu dont le bénéfice sera remis à la Chaîne du Bonheur pour son action « Plein soleil ».

Meilleur marché, un tapis

König en vaut deux

Deux magasins à votre service

Bas du Petit-Chêne

Place Saint-Laurent 22

LAUSANNE

la bijouterie Suisse ultra moderne

DORIA

1 Million de bijoux par jour

go

RISTOURNE

Dès demain
A l'occasion de la Journée
coopérative mondiale

go

go

**UNE AUBAINE
A NE PAS
MANQUER**

RISTOURNE

go



Jamais un conducteur averti ne part à l'étranger sans E.T.I.

Grâce à son livret d'Entraide touristique internationale, le Touring-Club de Suisse vous offre:

- * Rapatriement gratuit du véhicule et des occupants.
- * Assistance juridique gratuite,

et neuf autres services que vous apprécierez si vous êtes en panne ou victime d'un accident hors de nos frontières.

CASCO-VACANCES et ASSURANCES BAGAGES et ACCIDENTS à primes réduites.

BILLETS POUR LE PASSAGE DES TUNNELS ALPINS ET AUTOROUTE DU SOLEIL.

BONS D'ESSENCE POUR L'ITALIE ET LA YUGOSLAVIE

CHANGE

BILLETS D'AVION ET DE BATEAU POUR TOUTE DESTINATION — CROISIÈRES MARITIMES — RÉSERVATION D'HOTELS ET D'APPARTEMENTS DE VACANCES — VOYAGES ORGANISÉS.

CARTES, GUIDES, ITINÉRAIRES ET MATÉRIEL A PRIX RÉDUIT POUR SOCIÉTAIRES.

N'attendez pas les derniers jours pour préparer vos vacances.

L'AGENCE DE VOYAGE DE L'AUTOMOBILISTE:
TOURING-CLUB SUISSE, av. Léopold-Robert 88, La Chaux-de-Fonds, tél. (039) 3 11 24.

Ouvert de 8 à 12 h. et de 14 h. à 18 h. 30, ainsi que le samedi matin.



COMESTIBLES

Serre 59

et CHARLES-NAINE 7

IL SERA VENDU:

- Palées
- Filets de palées
- Filets de perches
- Filets de soles
- Filets de carrelets
- Filets de dorschs frais
- Cabillauds
- Traites vivantes et truites du lac
- Champignons de Paris frais
- Beaux poulets de Houdan frais
- Beaux poulets hollandais le kilo, 6.50
- Beaux petits coqs du pays
- Belles poules
- Beaux lapins frais du pays

Se recommande:

F. MOSER

Tél. (039) 2 24 54

On porte à domicile

Faites lire
votre journal

NOUVELLES ÉTRANGÈRES

La situation au Moyen-Orient

Mgr Freschi, envoyé personnel du pape Paul VI, est arrivé mercredi par avion au Caire, où il aura des entretiens avec les autorités égyptiennes sur l'assistance du Vatican aux réfugiés et aux victimes des récentes hostilités israélo-arabes.

« La légitimité de l'existence même d'un port israélien sur la rive du golfe d'Akaba est pour le moins douteuse », a écrit mercredi l'« Etoile Rouge ». C'est la première fois, depuis le début de la crise israélo-arabe qu'une publication soviétique s'engage aussi loin pour justifier le blocus du golfe d'Akaba par Nasser.

Quelques heures après que le Parlement israélien eut voté une législation permettant l'unification de municipalités et « l'annexion » de territoires d'une municipalité à l'autre le ministère de l'Intérieur, utilisant ce moyen légal, a décrété l'unification de Jérusalem. M. Teddy Kollek, maire très populaire de la Jérusalem « juive » est désormais le premier magistrat municipal de la « Grande Jérusalem ».

L'Irak n'accepte ni le maintien de l'Etat d'Israël, ni l'internationalisation des lieux saints de Jérusalem, ni le principe de la libre navigation dans le golfe d'Akaba, a déclaré dans une interview à l'agence France-Presse le chef du gouvernement et de l'Etat irakien, le général Aref.

Une commission pour « l'intégration

des réfugiés palestiniens dans les territoires occupés par les forces israéliennes » a été créée, ont annoncé mercredi les journaux de Tel-Aviv. Elle est présidée par le premier ministre, M. Eshkol lui-même. Les principes de base suivants guideront l'action de ce nouvel organisme, indique la presse: Une partie des réfugiés seront employés dans l'agriculture et, à cet effet, les ressources en eau seront développées. Une autre partie sera employée dans l'industrie.

La presse officielle tunisienne a cessé mercredi de suivre son slogan traditionnel « détruisez Israël », pour adopter un point de vue beaucoup plus modéré et pour préconiser une politique arabe commune destinée à combattre le « colonialisme sioniste ».

Le Département d'Etat américain a déclaré hier qu'il ne reconnaissait pas l'action unilatérale du Parlement israélien en ce qui concerne le statut des lieux saints à Jérusalem.

L'armée doit se préparer rapidement et à nouveau, en raison de la reconstitution par les Soviétiques des forces ennemies battues, a déclaré à la Knesseth, le général Allon, ministre du Travail. Le ministre a ajouté qu'il ne pouvait considérer la guerre comme terminée. La situation, a-t-il dit, nécessite des préparatifs continuels et ceux-ci influenceront pendant quelque temps l'économie du pays.

Le financement des partis politiques allemands par l'Etat

Le Parlement fédéral allemand a voté mercredi, à une grande majorité, la loi sur les partis. Cette nouvelle législation règle notamment la position constitutionnelle et les tâches des partis politiques. La disposition la plus intéressante cependant, est celle qui, obligeant les partis à soumettre chaque année leurs comptes à vérification, leur accorde une contribution aux frais de leurs campagnes électorales. Ils auront droit à deux marks et demi par électeur. Pour 38 millions d'électeurs, cela représentera une somme de 95 millions de marks pour les quatre années d'une législature. Les partis recevront proba-

blement en juillet déjà un premier versement de 16,1 millions de marks. Cette contribution ne sera accordée qu'aux partis ayant obtenu au moins 2,5 % des bulletins valables de tout le pays, soit actuellement le Parti socialiste, le Parti chrétien-démocrate, le Parti chrétien-social bavarois et le Parti libéral. Les partis ne pourront pas dépenser plus de 10 % de la somme durant la deuxième année de la législature, 15 % durant la troisième et 75 % durant la quatrième, c'est-à-dire l'année des élections. (Réd.: Quand la Suisse suivra-t-elle cet intelligent exemple ?)

Vote aux Communes sur Aden

Le Chambres des communes a adopté sans vote, cette nuit, un projet de loi prévoyant l'abandon de la souveraineté britannique sur le territoire d'Aden et les îles de Périm et de Kuria Muria. Au cours du débat, le secrétaire au Foreign Office, George

Brown, s'est prononcé pour « l'internationalisation » de Périm. Cette île, en effet, située au sud de la mer Rouge à trois kilomètres des côtes de la Fédération d'Arabie du Sud et à vingt kilomètres de la Côte française des Somalis peut jouer un rôle stratégique important.

EN QUELQUES LIGNES

● LUSAKA. — Le gouvernement de la Chine populaire a offert de financer et de construire la ligne de chemin de fer qui doit relier la Zambie et la Tanzanie.

● ANKARA. — L'historien helvétique Hiestand qui, après une « fugue » de plus de neuf mois, avait été retrouvé près d'Antioche, est actuellement à l'Hôpital d'Antioche. Le seul grief des autorités turques à son égard est le fait que ses papiers ne sont pas en règle.

● BARCELONE. — Une vaste organisation de traite des Blanches a été découverte à la suite de l'arrestation d'une célébrité de la pègre locale, Antonio Bullich, qui se faisait appeler le « comte Passarelli ».

● DUCK MILL (Mississippi). — James Meredith a poursuivi, mercredi, sa « marche contre la peur ». Parti samedi de Hernando, où il avait été grièvement blessé par un Blanc en juin 1966, lors d'une tentative analogue à celle de cette année, l'étudiant noir a parcouru environ 140 km. en cinq jours.

● RANGOUN. — Deux Birmans, qui sont parvenus à grimper un mur de l'Ambassade chinoise, ont tué un membre du personnel de l'ambassade.

● MOSCOU. — Un Russe, probablement déséquilibré, s'est fait sauter à la dynamite devant le Mausolée de Lénine. Il entendait protester contre le cessez-le-feu au Moyen-Orient.

● LA PAZ. — Réunis dans les galeries de la mine Siglo Veinte, les ouvriers de Siglo Veinte et de Catavi ont décidé la grève générale illimitée des mines nationalisées boliviennes en signe de protestation contre l'arrestation de vingt mineurs accusés de troubler l'ordre public.

● PÉKIN. — Le Jen Min Jih Pao a invité les pays arabes à se retirer de l'ONU, dans un article qui constitue une attaque d'une violence sans précédent, en Chine, contre les Nations Unies.

● PARIS. — Trente-quatre préfets, dont douze dits de « régions », c'est-à-dire dont les attributions s'exercent sur plusieurs départements à la fois, ont été, mercredi, par décision du Conseil des ministres, les uns déplacés, les autres mis en « congé spécial » (retraite anticipée) ou placés dans la position « hors cadre ». C'est, par son ampleur, le plus important mouvement préfectoral qui ait eu lieu en France depuis 1870.

● BUFFALO (New York). — Plusieurs groupes de jeunes Noirs ont jeté des pierres sur des policiers et ont mis le feu à plusieurs automobiles, mercredi soir, dans un quartier noir de Buffalo, où des scènes de violence s'étaient produites la veille.

● LA HAVANE. — Le Gouvernement cubain maintient le silence le plus complet sur les entretiens entre MM. Kossyguine et Castro.

A la recherche d'une solution valable

Il ne faut pas s'attendre à des résultats capables d'apaiser les passions au Proche-Orient, dans les jours à venir, à la suite des entrevues intervenues entre MM. Johnson et Kossyguine.

A Washington comme à Moscou s'ouvriront des débats qui permettront — c'est du moins une espérance qu'on peut avoir — de redonner à l'idée de la coexistence pacifique une vie nouvelle.

Nous avons toujours soutenu le point de vue que les événements du Proche-Orient, si graves soient-ils, ne pouvaient pas se transformer en un nouveau conflit international.

Depuis trois semaines, les événements se sont précipités et il en faudra beaucoup plus pour trouver une solution acceptable, surtout si l'on désire que cette solution ne se limite pas à un nouvel armistice durant lequel on réorganise les forces militaires de manière à les lancer les unes contre les autres, au moment que l'on juge propice, parce que l'adversaire semble momentanément en état d'infériorité.

Pour nous, il a toujours été clair qu'au moment où l'on mobilise des troupes pour les masser à la frontière d'un Etat, en clamant la volonté de le supprimer de la carte du globe, le conflit armé devient inévitable. Nous n'avons pas changé d'avis.

Il est non moins clair que jamais les Soviétiques n'ont poussé les Arabes à menacer Israël d'invasion avec la volonté de créer un second front qui permettrait de mettre fin à la sale guerre du Vietnam. Ce n'est pas en boutant le feu ailleurs qu'on éteint un incendie et, à Moscou, on en est conscient.

Il est non moins certain que ce n'est pas à l'instigation des Etats-Unis que les Israéliens ont brisé l'étreinte qui s'était resserrée sur eux. La version du Caire de faire croire à une agression sioniste au service de l'impérialisme yankee, pour expliquer sa défaite, n'est qu'un slogan coloré d'un prétexte idéologique. Il ne peut être écouté que par ceux qui veulent faire passer le roi Hussein pour un ami du peuple, et Fayçal d'Arabie pour un souverain éclairé. A force

d'être subtil, on en arrive souvent à ne plus pouvoir penser que les positions justes sont très souvent les plus simples.

Si la population égyptienne augmente d'un demi-million d'êtres chaque année, alors que la surface cultivable du pays n'augmente pas d'un hectare, il vaudrait mieux utiliser les finances de la nation à équiper le pays plutôt que de les dépenser en armements, il vaudrait mieux s'organiser pour vivre que de penser à des idées de revanche.

Une chose est certaine: la disparition d'Israël n'amènerait aucune diminution de la misère parmi les peuples arabes.

La solution à ce conflit pourrait venir d'une aide accrue à cette partie du tiers monde, mais elle ne sera valable qu'au moment où l'on renoncera à l'armée pour se maintenir au pouvoir et au moment où la démocratie trouvera, ou retrouvera, sa place dans les pays arabes.

EUGÈNE MALEUS.

Billet fribourgeois: La position socialiste

Les thèses adoptées par l'unanimité des délégués au congrès du Parti socialiste fribourgeois, le 17 juin dernier, ont suscité plusieurs commentaires dans la presse et l'opinion du canton. Dans la « Gruyère » G. G. relève qu'un apparemment n'implique pas nécessairement

l'adoption d'un programme commun; que, dans ce canton, socialistes et radicaux ont compris qu'ils devaient mener un combat minoritaire. Puis G. G. critique l'analyse de la situation politique dans le canton telle que le PSF la conçoit: le Parti conservateur n'est pas devenu plus coopératif, son vote lors de la nomination d'un membre du Conseil d'administration des EEF l'a encore démontré (notre camarade René Mauroux avait été évincé, socialiste et radicaux se retrouvant seuls sur son nom). Pour G. G., la masse conservatrice est en train de se ressaisir; l'ère des concessions s'estompera vite et la distribution des postes officiels favorisera les éventuels alliés des conservateurs plutôt que leurs adversaires. Que les leaders de l'opposition se méfient! L'isolement auquel le Parti socialiste se condamne, la facilité avec laquelle il envisage de laisser se renforcer la députation conservatrice chrétienne-sociale au Chambres fédérales ne sont pas de bonne guerre. Les conservateurs vont chercher à rétablir leur suprématie dans le canton et les socialistes doivent méditer la leçon de 1966: si un jour un des leurs parvient à une fonction dirigeante dans ce canton, ce sera avec l'aide des radicaux.

Nous distinguons trois « moments » dans l'article de la « Gruyère »: le problème concret de l'appareil radical-socialiste en vue des élections au Conseil national, le 29 octobre prochain; la critique de l'analyse politique du PSF et les enseignements à tirer des campagnes de 1966.

1. APPAREILLEMENT RADICAL-SOCIALISTE. — A ce jour, aucune offre n'a été faite au PSF en vue d'un apparemment, mais il résulte d'un vote du congrès du PSF du 17 juin dernier que, s'il est certain que notre parti ne fera pas d'offre, il est probable aussi qu'il n'en acceptera aucune — sous réserve d'une décision définitive qui sera prise le 3 septembre. Cette tendance ne s'explique pas par des considérations opportunistes, mais elle découle logiquement de l'analyse de la position du PSF dans le canton et de la situation politique suisse.

2. POLITIQUE DU PSF. — Pour le Parti socialiste, la politique ne se résume pas à la distribution des postes officiels ou des mandats. Elle est d'abord un ensemble d'idées qui, exprimées dans le cadre de principes doctrinaux, doivent résoudre les problèmes de la société dans une certaine perspective, dans une continuité; la politique, c'est ensuite le moyen d'appliquer effectivement les solutions proposées.

Pour nous, la fidélité à un programme est de beaucoup le plus important. La tactique pour le réaliser est le second impératif de notre action.

Le PSF estime que, sous sa pression notamment, le « verrou » conservateur a sauté. Il n'y a plus dans ce canton de régime monolithique fermé sur lui-

même; il y a au pouvoir une coalition conservatrice - radicale - agrarienne, épisodiquement soutenue par les indépendants chrétiens-sociaux; il y a, dans l'opposition, le Parti socialiste, le seul qui ne participe pas aux responsabilités du pouvoir. Les radicaux pouvaient se dire dans l'opposition du temps où ils n'avaient qu'un observateur au gouvernement; avec deux conseillers d'Etat, il en va différemment. Le PSF constate d'ailleurs une convergence entre certaines positions radicales et d'autres, conservatrices, en matière économique et financière.

Sur le plan fédéral, le fossé qui existait entre radicaux et socialistes s'est élargi, sous l'impulsion du cabinet Schaffner. L'élection au Conseil national est avant tout affaire fédérale: le canton n'est qu'une circonscription électorale à cette occasion. L'intérêt des socialistes n'est en tout cas pas de renforcer la députation radicale aux Chambres. Soit l'évaluation à long terme de la situation fribourgeoise, soit l'intérêt socialiste immédiat se rejoignent pour justifier la position que le PSF a réaffirmée l'autre semaine.

Un troisième élément que le PSF prend en considération: le Parti conservateur ne s'est pas figé, mais il a accepté le verdict populaire et inauguré une nouvelle ligne de conduite. Pure tactique? G. G. le pense, il a peut-être raison. Mais à nous de tout faire pour que la fluidité nouvelle de la vie politique cantonale rende impossible le retour au passé des « blocs »! Nous jugeons le dialogue possible: s'il est fructueux pour les radicaux, il peut l'être pour d'autres. Pour nous, la possibilité de réaliser notre programme commande notre attitude. Or, l'attitude conservatrice au Grand Conseil est plus ouverte que sous la précédente législature; pour un échec, regrettable, certes, il y a eu combien de succès dans la constitution du bureau et des commissions parlementaires? Et, inversement, n'y a-t-il pas eu au Grand Conseil des affrontements entre radicaux et socialistes — par exemple, sur la question des pharmacies coopératives où l'offensive contre un amendement socialiste fut menée (et avec quelle force!) par le secrétaire cantonal du Parti radical! les conservateurs ne faisant que suivre?

3. VENONS-EN MAINTENANT AUX ENSEIGNEMENTS A TIRER DES SCRUTINS DE 1966. — G. G. sera peut-être étonné de voir que nous n'avons pas le même point de vue sur cette question. L'entente radicale-socialiste a été respectée par les deux partenaires. C'est un fait et les chiffres sont là, irréfutables, pour le prouver. Mais elle n'est pas parvenue à convaincre une couche d'électeurs à l'extérieur de nos deux partis: c'est sous cet angle que nous nous plaçons pour l'examiner. Pourquoi a-t-elle été si peu convaincante? D'abord parce qu'elle n'offrait pas de programme commun et, ensuite, parce qu'elle ne présentait pas une alternative suffisamment claire.

Programme commun: nous l'avions

proposé dès la première entrevue radicale-socialiste; nos partenaires en rejetèrent l'idée... mais entre les deux tours de scrutin, les propagandistes radicaux se mirent à souligner tout soudain les points d'accord entre radicaux et socialistes!

Or, l'électeur aurait voulu savoir quelle alternative commune nous présentions; devant l'échec qui s'ouvrait pour le canton, un programme précis l'eût mieux satisfait que d'honorables calculs tactiques auxquels d'instinct il répugnait. Ce programme était d'autant plus nécessaire que la liste radicale-socialiste pour l'élection du Conseil d'Etat (scrutin de ballottage) était entourée d'un brouillard épais. L'ambiguïté qui a caractérisé cette liste a été le fait du Parti radical, qu'elle a en définitive servi. Quatre noms sur la liste — mais la revendication portait sur trois sièges seulement! Personne ne put expliquer ce phénomène — et certainement pas les leaders radicaux, qui proposaient « en douce » de biffer un de leurs propres candidats. « Fait accompli d'un élément isolé qui paierait chèrement son insubordination »: nous avons admis cette explication jusqu'au jour où l'on apprit que la direction du Parti radical félicitait ses candidats pour leur brillante performance. Pourquoi? Parce qu'objectivement, la tactique « triangulaire » avait rendu service aux radicaux — un angle enfoncé vers la droite, un coin vers la gauche — sans contrevenir formellement aux accords passés! Et, en fait de méditation sur 1966, les socialistes se souviennent avec précision de l'article de Gn dans la « Nouvelle Gazette de Zurich », qui les faisait passer pour des communistes; l'argument fut habilement exploité par nos adversaires, qui misèrent sur l'anticommunisme latent avec les armes que leur fournissaient nos partenaires. Or, Gn = G. G. ... Malgré ce double et subtil sabotage, l'alliance électorale radicale-socialiste a joué. Mais elle a atteint son but, en ce sens que la situation en 1967 n'est plus la même qu'en 1966. Nous en prenons acte et nous adaptons aux nouvelles réalités, sans le handicap d'un complexe minoritaire. Le Parti socialiste a un autre rôle à jouer, dans la société fribourgeoise, que celui de marchepied! Nous avons justifié notre tactique électorale de 1966 dans un communiqué, diffusé le 4 mars 1966. Dans ce document, nous nous disions comptables de l'espoir nouveau que suscitait, pour le peuple fribourgeois, la montée d'une force de gauche dont la volonté était de promouvoir une politique démocratique et de progrès social.

Nous acceptions cependant de lier cette force à celle du Parti radical pour changer les données historiques prévalant dans le canton.

De deux choses l'une: ou bien l'alliance a atteint son but et, devant une situation nouvelle, les socialistes réagissent d'une nouvelle façon; c'est ce que nous pensons — l'alliance, mante religieuse, est dépassée parce qu'elle a triomphé!

Ou bien l'alliance a été un échec, et nous devons de toute façon revoir nos positions.

En tout cas, les forces de progrès du canton se sont mises en mouvement, d'un mouvement autonome et conforme à leurs aspirations.

FRANÇOIS NORDMANN.